



Cahiers de formation marxiste n°6

Textes de formation et de débats sur :

# La Grève de 60-61



Edité par la Formation Léon Lesoil  
Ligue Communiste Révolutionnaire  
Section belge de la IVe Internationale  
Cahiers de formation marxiste n°6



Les Cahiers de formation marxiste sont des anthologies de textes d'analyse produits avant tout - mais pas seulement - par notre courant : la LCR et la IVe Internationale. Leur but est avant tout de récupérer la riche élaboration théorique de notre courant tout au long de son histoire en offrant un panel de ces analyses afin de les transmettre aux nouvelles générations militantes. Ils constituent ainsi des outils pour la formation marxiste, collective ou individuelle.

Textes de formation et de débats sur :

# 1960-1961 : La Grève du Siècle

Sommaire :

- > 60-61 : Vingt ans après la dernière grève générale. Par Denis Horman
- > 60-61: La Grève du siècle. Par Frank Slegers
- > Etat fort : La Loi Unique. Par Eddy Labeau
- > 60-61 : Les grèves belges: essai d'explication socio-économique. Par Ernest Mandel
- > Bilan et perspectives. Par Ernest Mandel
- > 1961: La Gauche écrivait....
- > 20 ans après 60-61 : l'actualité du socialisme. Par Ernest Mandel
- > La grève de 60-61 et l'enthousiasme à la base. Par André Henry
- > Une alternative de pouvoir. Par Lucien Perpette
- > Il y a 40 ans. Par Georges Dobbeleer
- > Chronologie de la grève



Edité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire

Section belge de la IVe Internationale

---

# 60-61 : Vingt ans après la dernière grève générale

## 1.1960-1961 : FORCE ET FAIBLESSES D'UN GRAND COMBAT

Des 6 grèves générales qu'a connues la Belgique (3 avant 1914-18 et 3 après, en 1936, 1950 et 1960-61), celle de décembre 60 et janvier 61 fut, à juste titre, appelée «la grève du siècle». Elle fut, en effet, la plus importante, jusqu'à ce jour, et de par le nombre de participants, et de par la prise de conscience anticapitaliste dans des secteurs entiers de la classe ouvrière. Ceci fut en grande partie le résultat de la campagne de préparation doctrinale, déclenchée, en 1954-56, par l'appareil renardiste sur les «réformes de structures».

### A) Une grève générale qui n'est pas tombée du ciel

La grande grève de 60-61 ne fut pas un coup de tonnerre dans le ciel serein, mais bien au contraire le point culminant d'une évolution du capitalisme et du mouvement ouvrier belge pendant les 10 années précédentes.

#### 1. Le contexte économique et social

On a assisté à un double paradoxe (1). Alors que la Belgique était un des pays capitalistes les plus riches du monde (exportant par exemple, en moyenne 6 à 7 milliards de frs. de capitaux par an), la plupart des «industries nouvelles» créées sur son sol, au cours des dernières années avant 60, l'ont été par des groupes étrangers (2). Malgré ce retard économique de plus en plus prononcé, les travailleurs belges ont pu conserver un niveau de vie relativement élevé, ne connaissant aucune baisse aux cours des 10 dernières années avant 1960.

Si le contexte économique et social explique la grève de 1960-61, ce n'est pas à cause d'une mauvaise situation économique et encore moins à cause d'un bas niveau de vie, mais bien pour les raisons suivantes :

a) la crise structurelle et la mutation du capitalisme belge, dénoncées par la FGTB dans ses congrès de 54 et 56. Ayant conservé, pour l'essentiel, sa structure industrielle du XIXème siècle, fondée sur les branches traditionnelles, l'industrie belge a raté le tournant de la 3ème révolution industrielle, au lendemain de la 2ème guerre mondiale; elle fut progressivement concurrencée sur son propre terrain et à la traîne dans les secteurs « nouveaux ». Mais la raison principale de cette situation fut le conservatisme des holdings et l'attrait pour les bénéfices « faciles », immédiats et élevés, politique « anarchique» dont les travailleurs durent faire les frais.

b) le projet de « loi unique » du gouvernement Eyskens, première tentative de réduction du pouvoir d'achat des travailleurs et de restructurations de l'appareil de production sur le dos de la classe ouvrière, fut plus le prétexte que la cause de la grève. Face à une classe ouvrière en pleine radicalisation, cette «loi unique» est apparue comme une véritable provocation.

c) cette situation s'explique aussi par les 2 «facteurs subjectifs», les deux éléments suivants, d'ailleurs étroitement liés l'un à l'autre.

### 2. Le « Renardisme » ou la cristallisation d'une aile gauche dans la FGTB, y compris dans sa direction nationale

Après la Deuxième guerre, le Parti socialiste a pu reprendre progressivement le contrôle sur la FGTB, sauf un secteur, la métallurgie liégeoise. Ayant reconstruit le mouvement syndical liégeois sous l'Occupation, André Renard s'appuie sur un secteur « moteur» de l'économie belge, garantissant le plein emploi. Sa lutte, au lendemain de la guerre, contre le gouvernement de « reconstruction nationale » (à participation socialiste et communiste) place l'appareil syndical FGTB liégeois d'emblée à la gauche du PSB et du PCB.

Mais c'est surtout la campagne déclenchée en 1956 par l'appareil renardiste pour éduquer l'avant-garde ouvrière dans l'esprit des « réformes de structures » (ratifiées officiellement par la FGTB nationale - congrès doctrinaux de 1954-56) qui va provoquer une radicalisation et une politisation profonde de cette avant-garde ouvrière en Wallonie surtout.

Entre 1956 et 60, cette avant-garde fut éduquée dans un esprit de méfiance et de mépris de la classe capitaliste, dans l'esprit que cette dernière avait fait banqueroute, qu'elle ne méritait plus de garder le contrôle de la production et des entreprises et qu'il fallait donc un changement radical, une reprise en main des leviers de commandes de l'économie par les travailleurs.

### 3.60-61 : point d'orgue de la radicalisation et de la combativité

La grève de 60-61 a marqué le sommet d'une dizaine d'années de montée quasi ininterrompue du mouvement ouvrier dans notre pays, trouvant son expression idéologique et politique dans la croissance rapide de l'aile gauche renardiste dans la FGTB.

Les points marquants de cette radicalisation et combativité se concrétisèrent dans la grève des métallurgistes de l'été 57, la grève des mineurs borains en février 1959 (s'étendant à tout le Hainaut et obligeant l'appareil renardiste à commencer la propagande pour la grève générale), la grève de 24h des ouvriers du textile de Gand quelques semaines plus tard, la grève générale de 24H du 29 janvier 60, suivie, le 29 mars, d'une manifestation des agents des services publics.

Cette radicalisation syndicale s'est prolongée sur le terrain politique. Au congrès du PSB de décembre 58 (PSB dans l'opposition après la défaite électorale du 1er juin 58), le poids de l'aile gauche syndicale (cf. discours d'André Genot, le lieutenant de Renard) s'est fait fortement sentir, obligeant le PSB à voter un programme d'action, décalque modéré des « réformes de structures et à lancer une « Opération-vérité ». Certes, cette radicalisation du PSB était purement électoraliste, mais les formes de cette politique électoraliste eurent une énorme importance : pour la première fois de puis les années 33-34, la classe ouvrière belge avait l'impression que ses directions voulaient se battre, que toutes les forces du mouvement ouvrier parlaient un langage radical, y compris les directions social-démocrates. Ce fut un levier extrêmement important pour le déclenchement de l'action.

## **B) obstacles et faiblesses**

La grève 60-61 fut, comme tout autre lutte de grande ampleur, un moment-vérité pour les directions réformistes de la classe ouvrière. Elle apporte une nouvelle preuve de l'incapacité et du refus de la bureaucratie ouvrière de conduire les travailleurs à l'épreuve de force généralisée avec le système capitaliste et à la lutte pour le pouvoir ouvrier. Elle montra aussi la faiblesse de l'avant-garde ouvrière et la nécessité d'une nouvelle organisation révolutionnaire des travailleurs.

### **1. Les sapeurs-pompiers de la grève générale**

Sous la pression et le débordement immédiat de ses syndiqués wallons, la CSC nationale mena une « bataille d'amendements » à la « Loi unique », refusant de rejoindre le mouvement. L'appel du cardinal Van Roey contre la grève eut un effet considérable en Flandre (à l'exception du port d'Anvers, de la métallurgie à Anvers, Gand ...).

Et dès le 24 décembre, la CSC prit ouvertement position contre la grève, allant jusqu'à organiser le travail de « jaunes ». Ce coup de Jarnac explique, en grande partie, pourquoi plus de la moitié de la classe ouvrière (1,3 million) n'a pas fait grève.

En ne proclamant pas la grève générale, en s'alignant de fait en Flandre sur les chrétiens, en laissant la direction de la grève aux régionales FGTB (en Flandre, c'est la 2ème semaine

seulement que celles-ci ont élargi le mouvement sous la pression de la base), la direction nationale droitière de la FGTB (Major) a trahi le mouvement et a permis aux dirigeants chrétiens de prendre ouvertement position contre la grève.

Alors qu'elle avait poussé les travailleurs à la grève, la direction du PSB, désarmée par la radicalité du mouvement, chercha vite une solution sur le plan parlementaire. « L'ordre doit être maintenu » déclara A. Van Acker, tandis qu'une grande partie de l'appareil PSBiste, intégré dans l'Etat bourgeois, s'opposait aux grévistes, surtout ceux des Services Publics.

Le Parti Communiste qui s'est tenu à des objectifs purement réformistes et défensifs, s'inquiétant du prestige de « nos institutions démocratiques », n'est pas apparu comme une direction de rechange pour la masse des travailleurs. Comment pouvait-il l'être, lui qui prône « la voie pacifique et parlementaire vers le socialisme ».

### **2. Le repli wallon d'A. Renard**

L'aile gauche renardiste représentait la partie la plus radicale de la direction syndicale réformiste. Aux moments décisifs de la grève cette aile « centriste » hésita à pousser l'action jusqu'au bout. En fait, Renard refusa l'affrontement global avec le pouvoir central, l'Etat capitaliste. Le Comité des régionales wallonnes de la FGTB (la direction de la grève) refusa d'utiliser tous les moyens pour étendre et généraliser la grève à Bruxelles et en Flandres. En se rabattant sur des solutions de rechange (telles que le fédéralisme, sans préciser la nature de classe de « l'Etat wallon », la création du MPW-mouvement populaire wallon) avant la fin de la grève, Renard faisait, en fait, le jeu de Major, l'aile droitière de la FGTB nationale.

Certes, la grève s'effritait en Flandre et à Bruxelles. Mais des bastions importants tenaient bon; les métallos FGTB d'Anvers, Gand, Bruges ..., plusieurs secteurs de la CGSP, les réparateurs de navires, les Dockers, les cheminots, les tramwaymen (à Anvers et Gand). De plus, le mot d'ordre de la « marche sur Bruxelles », lancé par le journal « La Gauche » et la gauche socialiste, fut surtout populaire précisément là où la grève commençait à s'effriter. Dans la foulée des grandes manifestations régionales, lancées par A. Renard à ce moment-là, Anvers connut la manifestation la plus puissante et combative de toute l'histoire ouvrière flamande (avec 40.000 personnes).

Les masses des grévistes wallons ont ressenti la création du MPW (mouvement populaire wallon) comme une rupture organisationnelle avec le PSB, avec ceux qui avaient trahi la grève (Major, Van Acker). Mais cette rupture a été canalisée par A. Renard, vers un mouvement de pression (le MPW), un mouvement national wallon à base ouvrière et à tonalité

socialiste. C'est ici que se situe essentiellement les limites et la faillite de l'anarcho-syndicalisme ; il n'y a pas de réponse et de rupture possibles avec le réformisme sans une réponse globale, syndicale et politique; il n'y a pas d'alternative au réformisme en mettant la politique entre parenthèse, sans la création d'une nouvelle organisation politique révolutionnaire des travailleurs. Sinon, tôt ou tard, c'est la récupération inévitable.

### 3. Une avant-garde ouvrière dans le sillage de l'appareil

Comme nous l'avons déjà souligné, l'impulsion et la direction de la grève 60-61 se trouvaient dans les mains de l'aile gauche de la FGTB, en même temps aile gauche de la direction de la FGTB (c.à.d. de la bureaucratie), autour d'A. Renard. Cela facilitera évidemment la préparation de la grève et son extension. La grève fut une réussite dans les secteurs où une direction plus progressiste avait préalablement permis un renforcement considérable de l'organisation (de la confiance des travailleurs en leur propre force et donc de la conscience de classe).

Mais, en même temps, ce fut l'obstacle principal à un nouveau progrès du mouvement:

- Il n'existait pratiquement aucun courant de militants syndicaux de base, indépendant de l'appareil « renardiste », préparé politiquement et organisationnellement à une épreuve de force centrale avec la bourgeoisie. Les petits groupes d'extrême-gauche étaient numériquement trop faibles, même si le poids politique du groupe « La Gauche-Links », au sein de l'aile gauche de la FGTB et du PSB, n'étaient pas insignifiant!

La nécessité de dépasser la direction traditionnelle fut ressentie confusément et partiellement, créée là où le renforcement de l'organisation coïncidait avec le renforcement de la conscience de classe et une direction relativement plus conservatrice (ex. Charleroi, Anvers, Borinage, La Louvière). Mais l'organisation démocratique de la grève à travers des comités de grève élus ou l'occupation, la centralisation des comités, n'a pu réellement se matérialiser. Ce n'est pas faute de combativité exemplaire. Les quelques 3.750 sabotages commis étaient, avant tout, une riposte aux briseurs de grève dans les secteurs modernisés (fonctionnant avec personnel réduit de cadres supérieurs) à défaut d'occupation.

- Il manquait un niveau conscience révolutionnaire suffisamment élevé de l'avant-garde ouvrière. La classe ouvrière wallonne a été une des plus combattives et explosives d'Europe, mais avec un niveau de conscience révolutionnaire et d'éducation marxiste des plus bas.

- En 60-61, l'avant-garde ouvrière n'a pu articuler ce potentiel extraordinaire de lutte avec des objectifs clairs, centraux,

capables d'opérer une brèche dans le système, mais aussi d'arracher aux organisations réformistes des couches entières de travailleurs (sur le terrain syndical et politique).

- Il manquait aussi une organisation révolutionnaire suffisamment centralisée, implantée nationalement dans des secteurs-clé de la classe, avec des militants capables de proposer et de concrétiser, dans les objectifs et méthodes de lutte, une alternative crédible aux directions réformistes, capables aussi d'affronter le pouvoir d'Etat central, sa gendarmerie, son armée, à travers l'autodéfense ouvrière.

## II. 20ANS APRES LA GREVE DE 60-61, QU'EST-CE QUI A CHANGE?

### A) Un autre contexte économique et social

Si l'économie belge a pu se rétablir relativement vite de la secousse de 60-61, il n'en sera plus de même aujourd'hui. La période des « golden sixties », avec sa dernière manifestation dans le « boom économique » de 1968-69, est derrière nous. Avec le début des années 70, l'économie capitaliste est entrée dans une période prolongée de stagnation et de croissance ralentie, entrecoupée de profondes récessions.

Nous n'allons pas, dans ce dossier, nous étendre sur les répercussions d'une telle situation en Belgique. Nous allons toutefois souligner deux aspects de cette nouvelle situation économique et sociale qui ont déjà des répercussions sur la lutte ouvrière.

1. La bourgeoisie belge aborde la nouvelle récession internationale dans des conditions telles qu'elle doit accélérer son offensive antisociale. En effet, (comme nous l'avons déjà vu dans le point I, A.1) ce ne sont pas les salaires élevés mais bien la structure industrielle vieillie des secteurs industriels (qui travaillent le plus pour l'exportation et sont de moins en moins concurrentiels) qui est la cause du déficit de la balance des paiements par exemple. C'est ce qui explique également pourquoi, malgré les profits importants de l'année 1979, la majeure partie des investissements, déjà modérés, furent des investissements de rationalisation. La Belgique a le double privilège aujourd'hui d'avoir à la fois un des taux de productivité et de chômage les plus élevés des pays industriels avancés.

Le revers de la médaille, c'est que cette même bourgeoisie est confrontée à une classe ouvrière qui, en grande partie grâce à des luttes et sa combativité exemplaire, a pu arracher des revendications, des acquis des plus importants en Europe.

Une telle situation modifie bien sûr la stratégie de la bourgeoisie (et par ce fait même implique une autre stratégie syndicale). C'est, par exemple, la mise en place par les

gouvernements successifs de « lois programmes ou anti-crise » touchant l'ensemble de la classe ouvrière; c'est la nouvelle tactique patronale, remettant en cause des avantages acquis (ex. Glaverbel, pétrole, le contrat des employés ...), allongeant et durcissant les conflits (SIBP, RBP, ACEC ...), passant au lock-out, sanctionnant des délégués, pas seulement dans de petites entreprises, mais dans des bastions syndicaux (SIBP, ACEC ...).

2. Le redéploiement industriel et l'entrée massive des capitaux étrangers (Marché Commun) s'accéléra après la grande grève. La Flandre reçut la part du lion des investissements étrangers surtout à cause de ses réserves de main d'oeuvre, son infrastructure portuaire et ses traditions syndicales plus faibles.

En 1958-60, le début du déclin de l'industrie wallonne (correspondant d'ailleurs au sommet de la combativité ouvrière wallonne) marquait encore un grand décalage avec le point culminant (encore à venir) de l'industrialisation en Flandre, et encore plus avec la radicalisation de la classe ouvrière flamande. C'est la raison objective qui explique pourquoi les travailleurs wallons ont si facilement accepté le discours « wallon » de leurs directions syndicales.

Aujourd'hui, nous avons devant nous la croissance inquiétante du chômage, dans les provinces de Liège et du Hainaut, le déclin de Cockerill-Ougré depuis le refus des directions syndicales liégeoises de se battre, lors de la récession de 1966-67, pour maintenir le niveau de l'emploi dans leur région.

Nous avons d'autre part, un processus d'industrialisation qui s'est accéléré en Flandre. Par exemple, entre 1961 et 69, le nombre de nouvelles entreprises fut de 78 en Wallonie (de 50 personnes et +), mais de 195 en Flandre (1.000 personnes et +); le nombre d'assujettis à la sécurité sociale fut de -12.751 en Wallonie et de +184.596 en Flandre. Au Limbourg, le taux de syndicalisation est passé, entre 1961 et 1970 de 49,32% à 75.80%.

En conclusion, on peut dire que l'affaiblissement relatif des vieux bastions industriels de 60-61, ainsi que le redéploiement industriel plus diffus et plus prononcé en Flandre rend la montée actuelle des luttes bien plus inégale qu'il y a 20 ans.

## **B) Une autre position de départ de la lutte ouvrière**

### **1. La grève générale de 60-61 était en fait le point d'orgue d'une dizaine d'années de montée quasi ininterrompue de la lutte des travailleurs.**

La lutte a redémarré, début des années 70, après une période de démoralisation et de recul des bastions traditionnels de la classe ouvrière, surtout en Wallonie.

C'est la couche ouvrière d'avant-garde la plus expérimentée et combative de notre mouvement ouvrier, les métallos liégeois, celle qui est à la base de tout ce que la classe ouvrière de ce pays a gagné depuis 1944, la seule qui a marqué sa solidarité avec les mineurs de Zwartberg en 1966, qui a été affaiblie à partir de 66-67 à cause du refus de ses dirigeants de se battre avec elle pour l'emploi; c'est cette couche dont le noyau le plus combatif a été liquidé en octobre 73, offert comme monnaie d'échange par la gauche bureaucratique des métallos FGTVB contre des investissements hypothétiques de la Société Générale.

Après le vote par le PSB des projets sur « le maintien de l'ordre » en 63, la démoralisation allait s'accélérer dans la classe ouvrière wallonne, et pour la première fois dans l'histoire sociale de la Belgique, les provinces flamandes allaient, à elles seules, entre 1964 et 70, représenter 70 de l'ensemble des journées de grève dans le pays.

Une nouvelle classe ouvrière, dans des secteurs plus récents, moins expérimentés, sans réelles traditions syndicales, avec des travailleurs qui n'avaient pas participé à la grande grève (et n'en vivant donc pas le recul) se manifestait dans la lutte, les grèves (métallos d'Olen Limbourg en 62, les mineurs de Zwart-berg en 66, Ford-Genk en 68 avec 5 semaines de grèves, etc.), avec cette « explosion en 1970-71 » (mineurs de Limbourg, Sidmar, Ford-Genk, Volvo à Gand, SIBP etc.).

Mais depuis la crise de 1974, le poids wallon est redevenu déterminant. En 75, 59% des grèves se situaient en Wallonie (statistiques officielles); en 76, c'étaient 72% et en 1977, 79%. La Flandre n'est pas restée absente pour autant : on peut difficilement oublier la grève des dockers (1973), celle de SIBP (1976) encore moins une des plus longues en Belgique, celle de RBP débouchant après un an d'occupation, sur une victoire.

Les travailleurs belges abordent cette nouvelle crise capitaliste avec un regain de combativité, avec la volonté de défendre leurs acquis.

### **2. Des glissements plus favorables dans le mouvement syndical.**

L'emprise de la hiérarchie catholique sur la classe ouvrière flamande est moins forte aujourd'hui : le « coup Van Roey » ne pourrait pas se reproduire. La coupure entre la FGTVB et la CSC s'est réduite. L'unité d'action des militants CSC-FGTVB, sur le plan de l'entreprise ou de la région se réalise plus facilement qu'il y a 20 ans, même parfois contre la volonté des appareils. La radicalisation dans les rangs de la CSC est bien réelle. Le contrôle de l'appareil FGTVB droitier sur les travailleurs socialistes est plus limité qu'il ne le fut durant la période Major-Spinoy-Anseele et la dispersion de l'aile

gauche Renardiste a permis l'émergence d'un courant de militants de base, plus indépendants, plus critiques vis-à-vis de tout l'appareil syndical. La syndicalisation et l'arme de la grève ont pénétré de nouvelles couches comme les employés, le secteur des banques, assurances, grands magasins.

Mais tout cela n'a pas encore compensé la démoralisation de l'ancienne et combattive «division de fer» des métallos liégeois (les derniers accords de «paix sociale» et de «productivité» conclus à Cockerill sont une des multiples retombées de licenciements des 7 délégués de l'Acierie en 1973).

### 3. Une éducation doctrinale plus confuse

La campagne d'éducation doctrinale déclenchée par l'appareil renardiste en 54-56 avait, comme nous l'avons souligné, provoqué une radicalisation et une politisation profondes de l'avant-garde ouvrière wallonne.

Il faut bien reconnaître aujourd'hui que les glissements doctrinaux de la FGTB vers la cogestion, la politique de contournement du privé (holding public, SDRW, ...), toutes les confusions entretenues depuis 10 ans par la FGTB wallonne sur le « fédéralisme-régionalisation » (freinant la riposte des travailleurs à la politique d'austérité et masquant la nécessité d'une bataille centrale contre les holdings nationaux et l'Etat central), la participation du PS/SP, depuis 1977 aux basses œuvres des gouvernements de la bourgeoisie... tout cela ne contribue certes pas à renforcer l'éducation politique de l'avant-garde ouvrière.

N'empêche qu'il y a encore des retombées du Renardisme sur le mouvement syndical wallon, et c'est ce qui marque encore la différence essentielle avec la Flandre. Si, pendant les années 62-72, le décalage s'est effectivement comblé au niveau des grèves, il a subsisté au niveau des structures du mouvement syndical et donc aussi au niveau de la conscience de Classe. La gauche bureaucratique en Wallonie, plus perméable à la pression des travailleurs, a été le levier de la mobilisation syndicale (assemblées, congrès, manifestations, grèves) contre les gouvernements Tindemans-Hurez et Martens-Spitaels. Ces mobilisations interprofessionnelles ont eu, incontestablement, des retombées sectorielles.

Ces retombées commencent à provoquer des déchantements dans le PS/SP avec par exemple les 32% d'opposition à la nouvelle participation du Parti socialiste (avec une majorité dans les fédérations de Charleroi, Thuin, Verviers). « L'Opération-vérité » qu'a lancée la FGTB, certes du bout des lèvres et avec des risques de diversion en Wallonie sur le «

fédéralisme », peut cependant ouvrir la porte à une nouvelle radicalisation et politisation des travailleurs.

### 4. De l'ancienne à la nouvelle avant-garde syndicale

C'est certainement là l'élément de changement le plus important, et qui sera décisif dans les prochains affrontements centraux de la classe ouvrière.

En 60-61, il n'existait pratiquement aucun courant de militants syndicaux de base, indépendant de l'appareil. L'énorme explosion spontanée fut récupérée faute d'une direction autonome de la lutte par les travailleurs eux-mêmes.

Aujourd'hui, il y a dans la FGTB (surtout en Wallonie et à Bruxelles) et partiellement dans la CSC (en Wallonie et la CNE), un courant de militants de base (de gauche syndicale) qui sait prendre une position indépendante et critique vis-à-vis des directions syndicales (y compris par rapport à la « gauche bureaucratique »), qui marque cette indépendance surtout dans l'action, les nouvelles formes de lutte et qui est prête à se battre, à l'intérieur des structures syndicales, pour un syndicalisme de combat et démocratique. Limitons-nous à quelques faits.

- Position indépendante ? Un exemple, repris dans les statistiques officielles; il s'agit des arrêts spontanés de travail ne respectant pas la procédure « normale ». Dans la période 1977-78, 1 conflit sur 6 s'est accompagné d'occupation de l'entreprise (soit 29 en 77 et 35 en 78). Et la pratique de l'occupation s'est également étendue à des entreprises rentables: assurances, grands magasins, le secteur de l'énergie - comme l'a prouvé l'occupation de la centrale atomique de Tihange.

Voilà de signes prometteurs, voilà une base de départ plus favorable pour une action de masse dirigée par les travailleurs eux-mêmes, pour l'affrontement du plus grand obstacle à la victoire de la grève générale, c.à.d. la bureaucratie ouvrière.

306 grèves (c.à.d. 85% ) impliquant 87.000 travailleurs, ont été des grèves « spontanées »; en 1979, il y en avait 359 (81%) impliquant 160.000 travailleurs. Dans la presque totalité, ces grèves furent « couvertes » par les directions syndicales.

- Nouvelles formes de luttes ? Les exemples de LIP (1973), de Glaverbel-Gilly (1973-74 avec occupation, comité régional de grève, continuation de la production sous contrôle ouvrier), mais aussi ceux du Brabant Wallon, de Salik, de Daphica, malgré leur ambiguïté, ne resteront pas sans effet lors de la prochaine grève générale.

**Denis Horman, La Gauche du 29/05/1980**

---

# 60-61: La Grève du siècle

La grève de 60-61 en Belgique a souvent été présentée comme l'expression d'une "tradition de grève générale" de notre classe ouvrière. Il est vrai que la série des grèves générales est impressionnante en Belgique: révolte de 1886, grèves générales pour le suffrage universel en 1893, 1902 et 1913; grèves générales de 1932 et 1936; grève générale de 1950 contre le retour de Léopold III; et 60-61. La Belgique semblait vouée à vivre une grève générale tous les dix ans. C'est pourquoi la génération de '68 attendait "la prochaine" avec impatience... Trente ans plus tard, on attend toujours. Pourtant, à l'heure où l'on change de siècle, il est plus que jamais intéressant de se pencher une fois encore sur la "grève du siècle" passé.

La grève de 60-61 a donné lieu à plusieurs interprétations. Celle de notre courant politique met l'accent sur la spontanéité ouvrière, l'auto-organisation, la dynamique sociale. Mais il y a d'autres lectures de l'événement. Jacques Yerna et Jean Neuville (1) analysent la grève de 60 comme l'expression d'une aspiration de la classe ouvrière wallonne à la recherche d'une issue pour la crise sociale au Sud du pays. A l'opposé, Jef Mampuy, dans un livre sur l'histoire de la CSC (2), considère 60-61 comme un petit événement sans grande signification, un dérapage dans la longue marche du mouvement ouvrier vers la concertation sociale...

## Cinq étapes

Choquante aux yeux de certains, cette interprétation n'est pas absurde. Car, à côté de la tradition des grèves générales, il y a une autre tradition dans l'histoire du mouvement ouvrier: celle de la concertation sociale et du développement de l'appareil bureaucratique. Or cette "tradition" semble culminer avec les « golden sixties », comme résultat de cinq étapes importantes:

(1) 1886: une révolte ouvrière explosive secoue violemment le pays. La "question sociale" fait irruption. Un premier embryon de législation sociale apparaît. Le mouvement ouvrier commence à se développer dans l'expansion économique qui se maintiendra jusqu'à la Première guerre mondiale.

(2) 1918-19: une série de conquêtes sociales est imposée, dont le suffrage "universel" (pour les hommes seulement), la reconnaissance des libertés syndicales et le droit de grève. C'est l'époque des premières conventions collectives, des premières commissions paritaires... Le patronat belge reste très opposé à la concertation sociale. Les holdings financiers ont investi leurs capitaux surtout dans les secteurs de base tels que le charbon, l'acier, les produits semi-finis. Ils produisent pour l'exportation, et sont dépendants des prix sur le marché mondial. Le coût salarial doit s'adapter aux fluctuations de ces prix. C'est pourquoi les patrons ne veulent pas se lier les

mains par des accords à long terme, dans le cadre de la concertation sociale.

Les syndicats sont peu implantés dans les entreprises. Ce sont des appareils bureaucratiques, qui tentent de séduire le patronat en se présentant comme des garants de la paix sociale. Ils s'appuient sur leurs amis politiques au gouvernement pour forcer les patrons à accepter certaines formes de concertation (après la première guerre, puis de nouveau à partir de 1935). Le nombre d'affiliés des syndicats va exploser surtout avec le chômage massif, dans les années trente: seuls les syndiqués avaient droit aux allocations.

(3) Les années trente sont marquées par deux fortes explosions sociales: la grève (sauvage) des mineurs en 1932, puis la grève générale (sauvage) de 1936. Les appareils syndicaux ont tenté de récupérer cette dernière en se portant à la tête du combat (pour la première fois ont parlé de front commun syndical) et en imposant la convocation d'une Conférence Nationale du travail. Le scénario est devenu classique: quand la lutte sociale échappe aux appareils et devient dangereuse, la concertation sociale est accentuée, pour créer un espace où discuter de la meilleure manière de désamorcer la combativité ouvrière, au besoin à l'aide de concessions matérielles. Mais, en mai 1940, tous les appareils s'effondrent, laminés par dix années d'impuissance bureaucratique face à la crise sociale. Une grande partie des appareils bureaucratiques opte d'ailleurs pour l'Ordre Nouveau nazi.

(4) Pendant la Deuxième guerre mondiale, un nouveau mouvement ouvrier se constitue, avec, pour la première fois, une implantation massive dans les entreprises. Plusieurs facteurs stimulent cette percée. Le patronat, sous l'influence de tendances corporatistes, souhaite se lier les travailleurs. D'autre part, face à l'écrasement des appareils, le mouvement ouvrier est obligé de se reconstituer par en-bas. Il reçoit des impulsions radicales de la Résistance, qui commence avec la "grève des cent mille" dans la métallurgie liégeoise, en mai 1941. Après la guerre, le mouvement ouvrier se restructure. C'est plus particulièrement le cas pour la FGTB, qui naît de la fusion de quatre structures syndicales et remplace l'ancienne

Commission syndicale du POB. La CSC reste en-dehors de la fusion syndicale, quoiqu'elle ait été approchée.

Après la guerre, progressivement, la politique patronale va changer également. La conscience grandit que l'infrastructure économique centrée essentiellement sur l'exportation de produits semi-finis est inadaptée. Or, la transition vers la production de biens de consommation durables nécessite un autre type de relations avec le mouvement ouvrier. Ce changement sera symbolisé par l'élection du baron Bekaert, producteur de fil d'acier, à la tête de l'organisation patronale, ainsi que par la diminution du poids de la fédération charbonnière.

(5) Ces changements ont des répercussions dans les « golden sixties »: pendant dix ans, le pays connaît une énorme croissance économique, portée par les investissements des multinationales étrangères, qui rénovent l'appareil de production. Le centre de gravité économique se déplace vers des secteurs plus dynamiques, orientés vers le marché intérieur. En 1960 est conclu le premier accord interprofessionnel. En 1968 est adoptée la loi sur les conventions collectives, qui donne une base juridique et institutionnelle solide à la concertation sociale. La sécurité sociale se complète. Les lois d'expansion économique et la sécurité sociale forment la colonne vertébrale de "l'Etat providence" de type keynesien.

On peut donc dire que cent années d'histoire sociale semblent mener inexorablement vers le point culminant de la concertation sociale, entre 1960 et 1975. Dans cette vision, la grève de soixante apparaît comme une manifestation accidentelle d'un passé révolu. Evidemment, cette lecture harmonieuse de l'histoire fait peu de cas de la profondeur de la rupture intervenue dans les années trente, et sous-estime l'ensemble des facteurs exceptionnels qui sont à la base de l'extraordinaire expansion des années 50-75. Cependant, il est clair qu'on ne peut expliquer la grève du siècle en recourant simplement à une "tradition" de grève générale. Il faut se pencher sur les facteurs concrets et spécifiques qui ont donné à cette grève sa place dans l'Histoire.

C'est d'autant plus indispensable que « 60 » mérite largement son titre de "grève du siècle". La grève a duré cinq semaines complètes. On a compté 700.000 grévistes et 300 manifestations (en moyenne dix manifestations par jour!). Il y eut de dures confrontations avec la gendarmerie et l'armée. Quoique les syndicats ne lancèrent jamais officiellement le mot d'ordre de grève générale, la grève connut une extension spontanée remarquable et rapide pendant les premières semaines, à telle enseigne que des régions entières étaient sous le contrôle total des grévistes. En beaucoup d'endroits, la grève avait des allures de soulèvement populaire. Comment l'expliquer?

## Les facteurs déclenchant

Cinq facteurs ont joué un rôle. :

(1) L'impasse structurelle de l'économie belge. L'infrastructure du pays était vieillie. L'expo 58 et l'Atomium symbolisaient la modernisation. Mais la réalité était tout autre. Il y eut donc une réelle crise de légitimité du patronat, discrédité en tant que groupe social dominant. Dans les années trente, on avait déjà connu le Plan De Man, dit « Plan du travail ». Face à la crise des appareils du mouvement ouvrier. De Man, qui se campait alors sur la gauche, avait pu mettre en avant ses idées de nationalisation du secteur de l'énergie, de planification souple de contrôle sur les holdings. Quoique De Man lui-même ait très mal tourné en quarante, ces idées reviennent dans les congrès FGTB de 1954 et 56 sous la forme des "réformes de structures". La récession de 58-59, avec la hausse rapide du chômage dans les secteurs du charbon, fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

(2) La "question royale" contribua à la perte de légitimité de la classe dominante. En 1950, le pays avait été paralysé par une grève générale contre le retour du roi-collabo, Léopold III. Cette grève était quasi-insurrectionnelle, avec une marche sur Bruxelles. Le problème était plus profond que la personne du roi: une bonne partie du régime avait misé sur le mauvais cheval, au début de la guerre. Cela ouvrit une brèche de haut en bas dans la société. Tout cela était encore très frais dans la mémoire du mouvement ouvrier, dix années plus tard.

(3) En 1960, la Belgique "perd le Congo". Patrice Lumumba fait le procès des colonisateurs en présence de Baudouin, blême. La population est sous le choc des photos des familles belges en fuite, qui débarquent à Melsbroek avec quelques valises bouclées à la hâte. Cette "humiliation nationale" accentue l'idée que le pays est au bord de la chute.

(4) Le mouvement ouvrier sortait profondément restructuré des années trente et de la guerre. Depuis '36, son centre de gravité était passé du Borinage houiller à la métallurgie liégeoise. Durant la Résistance, le syndicaliste liégeois André Renard jeta les bases de son Mouvement Métallurgiste Unifié, tandis que le Parti communiste fondait ses Comités de Lutte Syndicale. Les deux fusionnèrent à Liège pour former le Mouvement Syndical Unifié (MSU). Les vieilles structures syndicales social-démocrates d'avant-guerre, le nouveau syndicat des services publics et le MSU fondèrent la FGTB, (relativement) autonome par rapport au PSB.

André Renard avait un profil très différent de celui de la tradition syndicale d'entre-deux guerres: il était l'homme de l'action directe de masse et des libertés syndicales. Quoique la CSC ait refusé de se joindre à la fusion, Renard était contre la

division selon des clivages religieux. Contrairement au dirigeant socialiste Max Buset qui avait déclenché la "guerre scolaire" et qui était soutenu dans la FGTB par Louis Major et Dore Smets, Renard était pour l'indépendance du syndicat par rapport aux partis. Nous sommes donc confrontés, dans les années 50 et 60, à un nouveau mouvement ouvrier, relativement jeune, pas homogénéisé, avec deux tendances rivales au sein de la FGTB.

(5) Le contenu même de la loi unique, cause de la grève, est aussi un facteur d'explication des caractéristiques de celle-ci. Cette loi formait un paquet global de mesures antisociales, rassemblées en une seule loi pour sceller le compromis entre les libéraux et les chrétiens au gouvernement. C'est ainsi que la loi unique agit comme unificateur de la protestation ouvrière. Pour le gouvernement, la loi unique devait permettre de rassembler les fonds nécessaires à la modernisation du pays dans le cadre des lois d'expansion économique. Mais le régime n'avait pas la légitimité suffisante pour mener une telle opération. D'autre part, le mouvement ouvrier avait une alternative: les réformes de structures.

La grève commença le 20 décembre 60 et dura cinq semaines. Son expansion fut très rapide au cours des deux premières semaines. Mais, après le premier janvier, le climat changea: la CSC tenait tête à la grève, de sorte que celle-ci ne fut jamais générale en Flandre. Cela permit au gouvernement de tenir bon en misant sur l'usure du mouvement. Le premier janvier, le comité de coordination des régionales wallonnes de la FGTB appela à une journée d'action wallonne, avec un objectif propre: des réformes de structures économiques, couplées à des réformes politiques nécessaires pour permettre l'application de cette politique en Wallonie (le fédéralisme).

### **La CSC flamande bloque**

La grande question est: pourquoi n'a-t-il pas été possible de faire plier la CSC? A Anvers, au début du mouvement, les syndicats chrétiens des secteurs communaux et provinciaux participaient au mouvement. Le repli sur soi de la FGTB wallonne était-il la bonne réponse à l'obstacle de la CSC, qui organisait la majorité des syndicalistes flamands?

Les militants de gauche opposés au repli wallon lancèrent le mot d'ordre de la "marche sur Bruxelles" en tant qu'objectif unificateur. Pour répondre au développement inégal, concentrer des forces, et provoquer une confrontation dans la capitale... Ce moyen d'action avait conquis une grande force symbolique depuis son utilisation lors de la question royale. Pour faire diversion, Renard lança un autre mot d'ordre radical: la menace de laisser couler les hauts-fourneaux (ce qui les aurait

endommagés de façon irréparable). Cette menace ne fut jamais mise à exécution.

L'attitude de la CSC flamande et de la Flandre chrétienne ne s'explique pas par les "valeurs chrétiennes" de la collaboration de classe, ou par l'emprise de l'Eglise. Le cardinal Van Roey attaqua frontalement la grève, mais cette ingérence dans les affaires sociales fut très mal prise par les dirigeants CSC. Ceux-ci ne voulaient absolument pas apparaître comme les "hommes de l'Eglise". L'attitude de la CSC et la difficulté de généraliser la grève en Flandre avaient d'autres racines, plus profondes.

En Flandre, un nouveau patronat se profilait dans le sillage de Bekaert. L'élite flamande préparait la modernisation du tissu économique par le biais des "lois d'expansion économique". Elle n'était pas handicapée comme en Wallonie par une structure industrielle vieillie et un patronat accroché à celle-ci. La Flandre était encore vierge à bien des égards. L'alliance entre ce patronat moderne et la CSC flamande fut possible autour de l'exigence "de l'emploi dans la région". Car beaucoup de travailleurs flamands allaient encore gagner leur vie en Wallonie, comme navetteurs.

### **La droite FGTB**

Non seulement la CSC mais aussi la droite FGTB ont fait barrage à une perspective unificatrice. Louis Major (président national) et Dore Smets (président de la Centrale Générale) privilégiaient la pression et la concertation avec les amis politiques, en lieu et place de l'action directe. Leur objectif était l'entrée du PSB au gouvernement. De fait, ce scénario se réalisa après la grève.

D'une certaine manière, on peut dire qu'il y eut deux grèves en une. D'une part il y eut la grève contre la loi unique, avec les travailleurs de la fonction publique comme colonne vertébrale (y compris les affiliés CSC). D'autre part, il y eut la grève pour des réformes plus profondes, visant à donner une réponse à la crise structurelle qui frappait le pays, particulièrement la Wallonie, et dont la colonne vertébrale était le prolétariat wallon.

### **Héritages**

Nous ne dresserons pas ici un bilan détaillé des résultats de la grève (voir à ce sujet Neuville et Yerna, op. cit). Nous nous contenterons d'épingler un certain nombre d'éléments hérités de cette grande expérience, éléments qui pèsent encore aujourd'hui dans le débat stratégique au sein du mouvement ouvrier.

C'est ainsi que le mot d'ordre des "réformes de structures" continue d'exercer une certaine influence dans le mouvement syndical. Ce mot d'ordre a toujours été ambigu: réformes néocapitalistes, pour moderniser le système? Ou réformes anticapitalistes? André Renard lui-même incarnait l'ambiguïté puisqu'il était membre du comité de contrôle du gaz et de l'électricité, un instrument de gestion typiquement néocapitaliste. Mais la question des réformes de structures ne peut pas être vue indépendamment de la dynamique sociale. Une chose est ce que ce mot d'ordre peut représenter quand il est imprimé sur papier glacé dans de belles résolutions. Autre chose est ce qu'il représente quand les masses en grève s'en emparent pour changer les structures du pays.

Aujourd'hui aussi nous connaissons une crise structurelle: chômage, flexibilité, stress... La légitimité du patronat en tant que couche dirigeante est contestée du point de vue de sa capacité d'assurer l'avenir de l'humanité. Mais l'action de

masse autonome pour des réformes de structure, de quelque type que ce soit, est complètement absente...

Un deuxième héritage de la grève est la problématique de l'unité syndicale FGTB-CSC. Depuis un demi siècle, cette question croise la question communautaire. C'est plus qu'une question de langue. Quelle est la réponse? Certainement pas la Belgique unitaire. Mais pas non plus la division entre travailleurs. D'autre part, l'unité dans la lutte pour des réformes de structures est-elle possible, quand on voit à quel point les dynamiques sont opposées dans les deux parties du pays: la Flandre triomphante et la Wallonie en crise?

Un troisième héritage est sans conteste la relation entre les syndicats et les "amis politiques": action directe sans prolongement politique, ou prolongement du politique sans action directe? Après la grève, Renard tenta de résoudre cette question en lançant un mouvement semi-syndical, semi-politique: le Mouvement Populaire Wallon. Ce fut un échec.

**Frank Slegers, La Gauche janvier 2001**

Notes :

(1) Jean Neuville et Jacques Yerna: Le choc de l'hiver 60-61, Pol-His, 1992.

(2) Voir sa contribution dans « De christelijke arbeidersbeweging in België », Kadoc-studies, Universitaire Pers Leuven, 1991.

---

# Etat fort : la Loi Unique

**Le 4 novembre 1960; le gouvernement chrétien-libéral de M. Eyskens avance un projet de loi qui devait assurer la relance de l'économie capitaliste. Cette loi pouvait véritablement être considérée comme un programme d'Etat fort. Elle comprenait les points suivants :**

- 10 milliards d'impôts nouveaux; à 85% indirects; c.à.d. frappant essentiellement les petits revenus; les salariés.
- sur le plan de la sécurité sociale, création d'un "Institut médical de contrôle" chargé de combattre les abus en ce qui concerne l'assurance maladie et établissement d'une nouvelle réglementation, plus restrictive, en ce qui concerne l'octroi des allocations de chômage.
- alignement des salaires dans les services communaux sur ceux de l'Etat ce qui signifie un nivellement par le bas.
- dans les services publics, l'âge de la pension est retardé de 5 ans et les retenues sur les salaires pour la pension de survie seront augmentées de 0,50% dans les 3 années suivantes.
- grâce à ces mesures financières, l'Etat renforce son aide aux investissements publics (la participation de l'Etat augmente en moyenne de 40% à 50%).

## LE CONTEXTE

La "loi unique" était une étape dans la reconversion du capitalisme belge devenue indispensable. L'appareil de production belge extrêmement vieillis, ne pouvait faire face à la concurrence qui s'exacerbait dans le cadre de la CEE. Ce vieillissement était dû au fait que le grand capital belge, et principalement la Société Générale, pratiquait une politique de "bénéfice à court terme" très sensible dans l'industrie lourde et les mines.

La perte du Congo porta également un coup sérieux à la bourgeoisie belge. Il était donc urgent pour la bourgeoisie belge de se réorienter vers les secteurs en expansion (chimie électronique, etc), ce qui suppose des investissements importants, qu'on espérait faire payer à la classe ouvrière.

## UNE GRANDE COMBATIVITE

La vague de chômage consécutive à la récession de la fin des années 50 n'a pas entamé la combativité ouvrière; au contraire, une certaine radicalisation s'opère dès 1957 à partir de la grève des métallurgistes contre le gouvernement Van Acker. La social-démocratie participant au gouvernement, cette radicalisation ne se traduit pas par une progression sur le plan politique des partis de gauche : les élections de '58 marquent au contraire une progression des sociaux-chrétiens.

A la suite de ces élections un gouvernement homogène minoritaire PSC-CVP est formé, qui se transforme rapidement

en coalition chrétienne-libérale. Cette coalition réactionnaire sous la direction d'Eyskens, se donne pour mission de faire passer la loi unique.

Les mineurs du Borinage sont les premiers à réagir: dès le 13 février '59, ils se mettent spontanément en grève pour protester contre le plan de fermeture des mines. L'Action Commune Socialiste est contrainte d'élargir la lutte à d'autres secteurs (le PSB est alors dans l'opposition). Les métallurgistes du Centre, suivis de ceux de Charleroi, se mettent en grève. Dans toutes les mines du pays, il y a des arrêts de travail. Le 20 février 100.000 ouvriers sont en grève. En mars, 25.000 ouvriers du textile gantois arrêtent le travail. La FGTB appelle à un 1er mai de lutte contre le chômage. Une agitation permanente règne dans tout le pays.

## L'ATTITUDE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

La montée de la combativité ouvrière accentue le clivage entre le PSB et la FGTB. Au sein de cette dernière, une certaine radicalisation s'opère à partir de '54, qui se marque par un renforcement de l'aile gauche renardiste.

En octobre 1956, un congrès extraordinaire de la FGTB discute du rapport "Holdings et Démocratie économique". La revendication de réforme de structure est émise. Il est certain que pour la bureaucratie syndicale il ne s'agissait pas d'entamer la lutte pour le renversement du mode de production capitaliste mais bien d'une part de renforcer sa propre position dans le système capitaliste et d'autre part de donner l'illusion à la classe ouvrière qui se radicalise que sa politique peut amener des changements fondamentaux dans la société.

Mais malgré les limites du rapport sur les "réformes de structure" et quels que fussent également les objectifs de la direction syndicale, il est incontestable que la classe ouvrière voyait en lui la possibilité de changer "quelque chose" de fondamental. C'est un élément important pour comprendre l'ampleur de la grève générale de 60-61 et la perte de contrôle de la social-démocratie sur sa base.

Mais une fois rejeté dans l'opposition par une bourgeoisie décidée à passer à l'offensive, et après sa défaite électorale de '58, le PSB tire les leçons : le congrès extraordinaire des 19 et 20 septembre 1960 adopte un programme économique entièrement basé sur celui de la FGTB. C'est donc par instinct

de conservation que le PSB s'aligne sur la FGTB et radicalise son langage. L'idée de réformes de structure traversera donc la classe ouvrière et pour beaucoup d'ouvriers - avant tout les renardistes - cela signifiait des réformes de structure anticapitalistes, qui rendraient impossible la survie du capitalisme.

### LA LOI UNIQUE ET L'ETAT FORT

La loi unique voulait véritablement plumer la classe ouvrière. Cela nous montre dans quelle direction la bourgeoisie va frapper dans l'offensive qu'elle mijote actuellement et à laquelle nous devons nous préparer. Il s'agira sûrement de la promotion de nouveaux impôts et d'une attaque contre la sécurité sociale. Il est certain que dans la période actuelle d'inflation permanente, la bourgeoisie cherche à supprimer l'adaptation des salaires à l'index des prix de détails. Fabrimétal, organisation de l'avant-garde patronale, ne ménage pas ses efforts dans ce sens.

La grande faiblesse de la bourgeoisie en 60-61 était qu'elle ne possédait pas l'instrument capable d'appliquer son programme, la loi unique. L'offensive de la bourgeoisie ne pouvait manquer de se heurter à une forte résistance. Cela, la bourgeoisie ne l'a pas compris ou en tout cas n'a pas été à même de se doter de cet instrument. Il est certain cependant que des plans ont existé en 1960 pour former un cabinet d'affaires extra-parlementaire.

Des journaux ont même écrit que le roi a demandé sa démission à M. Eyskens, suite à la crise congolaise. Les

divisions de la bourgeoisie empêchaient ces solutions de force. Le gouvernement Eyskens va chèrement payer sa dépendance vis-à-vis du parlement: alors que dans les entreprises et dans les rues, la riposte s'intensifie contre la loi unique, au parlement un débat de procédure commence le 3 novembre sur cette affaire !

### LES LEÇONS

La "loi unique" a donc suscité la plus grande grève générale du mouvement ouvrier belge qui, sans la trahison des directions réformistes, eût pu donner lieu à une crise révolutionnaire. La bourgeoisie va tirer des leçons de la crise de la loi unique. La première est que lorsqu'il s'agit d'imposer de nouveaux impôts à la classe ouvrière; il vaut mieux en laisser la responsabilité au PSB en le faisant participer au gouvernement. C'est ce qui se passera avec le gouvernement Lefèvre-Spaak.

Il est également clair pour la bourgeoisie que c'est la force de frappe syndicale de la classe ouvrière qui a joué le rôle décisif en 60-61. La grande mobilisation fut préparée par une série de grèves partielles. La bourgeoisie en a tiré la conclusion qu'elle ne peut vaincre qu'en affaiblissant le mouvement syndical, avec ou sans l'aide de sa direction.

Quant aux révolutionnaires, ils doivent en tirer la même leçon que lors de l'affaire royale: toute attaque contre les libertés politiques et syndicales, contre le niveau de vie de la classe ouvrière provoque une crise politique et sociale riche en possibilités révolutionnaires. Dans ce sens la lutte contre l'Etat fort n'est certainement pas une lutte défensive.

**Eddy Labeau**  
**La Gauche n°2, 11/01/1974**

Sources de l'article : - Valmy Féaux : cinq semaines de lutte sociale.

Cahiers du Centre National de Sociologie du Travail. - René Duprèz: la Grande Grève, Editions de la Fonderie Jacquemotte. - Jeune Garde Socialiste. Brochure n°3 "La grande grève générale (20 décembre '60 - 20 janvier '61) ou Combattre pour nos droits".

# 60-61 : Les grèves belges: essai d'explication socio-économique

« Des grèves de masse ne peuvent se produire que lorsque les conditions historiques en sont présentes. Elles ne se laissent pas proclamer sur commande. Des grèves de masse ne sont pas des moyens artificiels, qui peuvent être employés lorsque le parti est arrivé dans une impasse avec sa politique, afin de le sortir du jour au lendemain de ce marasme. Lorsque les contradictions de classe se sont exacerbées et lorsque la situation politique s'est tendue au point où les moyens parlementaires ne suffisent plus pour faire avancer la cause du prolétariat, alors la grève de masse apparaît comme une nécessité impérieuse, et alors elle est hautement profitable à cette cause, même si elle n'aboutit pas à une nette victoire. »

(Rosa LUXEMBOURG : « La grève de masse politique », dans Vorwaerts, 24 juillet 1913)

Les sociologues avaient dit que la classe ouvrière était en train de disparaître ; voilà qu'elle se manifeste avec une énergie rarement égalée. Les économistes avaient affirmé que les hauts salaires rendaient désuète la lutte de classe; voilà qu'elle provoque une de ses explosions les plus violentes des dernières décennies. Les hommes politiques avaient dit que le désir de bouleversement économique n'animait plus qu'une poignée de « die-hards » intellectuels et utopistes (les « véritables réactionnaires » attachés aux « idéologies du XIXe siècle ») ; voilà que ce même désir inspire brusquement l'action de centaines de milliers d'hommes, non pas en quelque pays lointain, dont la misère et la famine chroniques expliqueraient tout, mais dans cette Belgique voisine et bourgeoise, pays de bons vivants et de kermesses, de luxe insolent et de standing élevé.

Comment expliquer ce paradoxe? Comment interpréter cette grève « qui n'aurait pas dû exister »? S'agit-il d'un simple caprice de l'histoire, d'un chant du cygne de la lutte de classe sur le point de disparaître? Ou est-ce plutôt l'indice d'un réveil international de ce prolétariat européen sans guillemets, le reflet d'énormes possibilités cachées, la promesse d'une nouvelle vague? Sera-ce l'exception ou la règle? Voilà bien des questions qui réclament des réponses. Nous esquisserons quelques-unes de ces réponses, fruits d'une expérience exaltante. Elles n'ont point la prétention d'être définitives.

## I. Le contexte économique

C'est un lieu commun que de parler du « retard » économique de la Belgique. De tous les pays du Marché Commun, la Belgique connaît en effet l'expansion économique la plus lente, l'accroissement le moins élevé de son revenu national. C'est vrai en général; c'est plus particulièrement caractéristique pour les secteurs industriels dits « en expansion ».

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Allemagne occidentale .....	113	131	142	149	154	166	189
Italie .....	109	120	129	140	144	161	186
France .....	110	120	133	145	151	157	170
C.E.E. moyenne .....	111	124	135	143	147	158	176
Pays-Bas .....	113	121	127	130	130	145	166
G.-D. du Luxembourg .....	104	116	124	126	121	126	138
Belgique .....	106	117	124	124	115	119	124

N. B. — Pour tous les pays cités, production pour 11 mois, sauf la Belgique, 12 mois.

	Premier semestre			
	1957	1958	1959	1960
<b>Industrie chimique :</b>				
Moyenne Communauté Économique .....	158	174	200	231
Européenne .....	141	139	162	175
Belgique .....	154	163	173	195
<b>Fabrications métalliques :</b>				
Moyenne C.E.E. ....	135	127	132	145
Belgique .....	151	147	157	180
<b>Sidérurgie :</b>				
Moyenne C.E.E. ....	137	131	140	159
Belgique .....	140	147	157	171
<b>Électricité :</b>				
Moyenne C.E.E. ....	131	131	137	146
Belgique .....				

L'industrie d'électricité est fort typique du niveau d'industrialisation générale d'une nation. L'évolution comparée de la production d'électricité belge et néerlandaise est tout à fait significative :

	1929	1936	1938	1950	1953	1956	1958	1959	1960
Belgique .....	4,1	4,8	5,1	8,3	9,6	11,8	12,5	13,2	12,9
Pays-Bas .....	2,1	2,9	3,5	7,0	9,1	11,8	13,1	14,2	13,9

Au niveau des phénomènes purement industriels, le retard croissant de l'économie belge — prévu par la Fédération Générale du Travail de Belgique dès 1954 (voir le Rapport de son Congrès extraordinaire d'octobre 1954, complété par le Rapport du Congrès Extraordinaire d'octobre 1956 Holdings et Démocratie économique) — s'explique assez facilement. La structure industrielle de la Belgique a vieilli. L'économie belge est une preuve vivante de la valeur universelle de la « loi du

développement inégal ». Premier pays sur le continent européen à s'industrialiser dès l'époque napoléonienne, la Belgique a conservé essentiellement sa structure industrielle du XIXe siècle, fondée sur des branches traditionnelles (sidérurgie, charbonnages, textiles, matériel roulant) et surtout sur la fabrication de produits mi-finis, pondéreux, incorporant relativement peu de travail vivant (laminés, charbon, ciment, verre, engrais chimiques, filés de laine et de coton, etc.). Elle paye aujourd'hui le prix de son avance de jadis. Ses marchés traditionnels d'outre-mer et d'Europe orientale disparaissent, comme résultat du processus d'industrialisation des pays sous-développés. Ses produits traditionnels d'exportation sont structurellement en déclin, par suite de la concurrence de produits nouveaux (aluminium et métaux légers; pétrole; matières plastiques; textiles synthétiques, etc.). Comme elle n'a pas développé suffisamment d'industries nouvelles, et qu'elle n'a pas non plus exploité de ressources nouvelles de son sous-sol (la Belgique est le seul pays des Six qui n'a créé au cours des vingt dernières années ni une production nationale de pétrole brut ni une production nationale de gaz naturel et qui, jusqu'en 1959, ne connut même pas de pétrochimie), le déclin des « vieux » secteurs n'est pas compensé par l'essor des secteurs « nouveaux ».

L'industrie belge occupe par conséquent une place de plus en plus « marginale » sur le marché mondial. La Belgique ne peut qu'« importer » des hautes conjonctures de l'étranger, c'est-à-dire qu'elle ne peut mettre à la disposition de ses clients étrangers ses réserves de main-d'œuvre et d'outillage que lorsque ces réserves ont disparu chez la plupart de ses concurrents. Elle est en général frappée plus tôt et plus fortement par les récessions que ses voisins, et elle entre la dernière dans une nouvelle phase de « boom ». Détail significatif : la Belgique fut le seul pays membre du Marché Commun qui ne sut pas faire l'économie de la récession (américaine) 1957-'58.

Ce retard économique de la Belgique est apparu dès la fin du « boom de la guerre de Corée ». Il a été accentué par l'entrée en vigueur du Traité de Rome. La libération progressive des échanges ne fournit que peu de débouchés supplémentaires à la Belgique, alors qu'elle menace directement ses débouchés principaux : le marché intérieur et le marché néerlandais. Accentuant un mouvement de perte de débouchés déjà entamé antérieurement, l'entrée en vigueur du Traité de Rome peut ainsi précipiter la ruine rapide de secteurs industriels entiers.

C'est ce qui arriva avec l'industrie charbonnière à partir de 1958-'59, dans le cadre de la C.E.C.A. C'est ce qui peut arriver rapidement avec l'industrie du matériel roulant, la fonderie et d'autres secteurs de la métallurgie, l'industrie de montage d'autos, l'industrie du meuble, l'industrie du ciment, l'industrie du papier-journal.

Ce dernier cas est particulièrement caractéristique. De 1950 à 1960, la consommation belge a augmenté de 77.000 à 120.000 t. La production belge de papier-journal s'est accrue au cours de ces mêmes dix années de 60.000 à 95.000 t. Mais sur le marché belge, les ventes de papier-journal belge ont diminué de 56.000 t. à 54.000 t., de sorte que (a) cette production nationale ne couvre plus que 45 % des ventes de papier-journal en Belgique, contre 72 % en 1950; (b) une grosse partie de la production belge courante doit être exportée vers des pays comme l'Argentine, où les débouchés peuvent disparaître du jour au lendemain; (c) l'industrie belge ne travaille plus qu'à 80 % de sa capacité.

Cette inadaptation aux transformations de la demande intérieure et internationale s'explique par certaines faiblesses structurelles particulières (prix relativement élevé de l'énergie, qui grève le prix de revient industriel moyen; frais de transport et de distribution surélevés, par suite d'un manque de rationalisation; subsides excessifs à l'agriculture, etc.). Mais en dernière analyse, ce qui est en cause, c'est une structure financière particulière, c'est-à-dire une structure particulière du capitalisme belge.

Celui-ci se caractérise par la juxtaposition, la « coexistence pacifique », de deux secteurs, un secteur contrôlé de manière extrêmement étroite par une dizaine de groupes financiers (les fameux « holdings » Société Générale, Brufina-Cofinindus, Solvay-Boël-Janssen, Empain, Evence Coppée, Lambert, Sofina, Petrofina, etc.), un second secteur dominé par des entreprises familiales à structure financière plus ou moins archaïque. Les deux secteurs ne se développent plus que par auto-financement, le premier parce qu'il désire conserver le contrôle des entreprises et des branches qu'il domine, le second parce qu'il craint qu'un large appel au marché des capitaux le soumette au contrôle du premier. Il en résulte une tendance générale à la conservation des structures, l'auto-financement des holdings développant essentiellement les industries traditionnelles de produits mi-finis (dont quelques-unes comme les laminoirs, la verrerie, les glaceries, la papeterie fine, ont connu de ce fait de remarquables développements techniques), l'auto-financement des entreprises familiales empêchant les concentrations et rationalisations nécessaires. Le déclin de l'industrie charbonnière — à laquelle l'Etat avait pourtant versé près de 30 milliards de frs de subsides à fonds perdus — est un exemple typique des effets désastreux de cette « coexistence pacifique ».

En définitive, on a assisté au paradoxe suivant : alors que la Belgique est un des pays capitalistes les plus riches du monde, alors qu'elle a exporté en moyenne 6-7 milliards de frs de capitaux par an (d'abord surtout vers le Congo, ensuite surtout vers le Canada, l'Amérique latine, les États-Unis, le Sud-Est asiatique, etc.) la plupart des « industries nouvelles » créées sur son sol au cours des dernières années l'ont été par des groupes étrangers. C'est notamment le cas de l'industrie du montage

d'autos, de l'industrie électronique, d'une bonne partie des entreprises de produits plastiques, d'industries d'appareils et de machines-outils divers, etc.

Mais le paradoxe ne s'arrête pas là. Malgré ce retard économique de plus en plus prononcé, les travailleurs belges — et le peuple belge en général — ont pu conserver un niveau de vie relativement élevé et, jusqu'il y a quelques mois, le niveau de salaires réels le plus élevé du Marché Commun. Ce ne sont donc pas les effets économiques et sociaux du marasme économique qui expliquent la grève; c'est la prise de conscience des masses quant à l'incapacité du capitalisme de résoudre les problèmes brûlants de la nation, leur prise de conscience quant à la nécessité de changer de régime économique, comme l'a dit le président du P.S.B., Léo Collard, lui-même — qui explique cette grève.

Il est vrai que l'insuffisante expansion économique a créé un chômage chronique important. Celui-ci résulte de l'effort réussi des capitalistes pour augmenter la productivité, afin de neutraliser les effets des salaires relativement élevés sur la capacité concurrentielle de l'industrie belge [1]. Mais ce chômage existe depuis douze ans, et dernièrement il a eu tendance à diminuer quelque peu plutôt qu'à augmenter :

MOYENNE QUOTIDIENNE DE CHÔMEURS (complets et partiels)	
1949 .....	234.896
1950 .....	223.537
1951 .....	206.520
1952 .....	246.538
1953 .....	245.807
1954 .....	224.752
1955 .....	172.398
1956 .....	144.776
1957 .....	116.810
1958 .....	180.893
1959 .....	199.209
1960 .....	140.000

En outre, ce chômage est localisé à 65-75 % (selon les années) dans des régions flamandes où la grève a été beaucoup plus faible et beaucoup moins spontanée qu'en Wallonie, ou qu'à Anvers et à Gand.

Il faut ajouter que le niveau absolu des rémunérations directes, du salaire global, aussi bien nominal que relatif (c'est-à-dire du pouvoir d'achat), n'a connu aucune baisse au cours des dix dernières années même si la tendance à l'augmentation des salaires a été relativement plus lente que dans la plupart des autres pays de la C.E.E. à partir de 1955 (à l'exception de la France et de l'Italie). Les salaires réels belges restent aujourd'hui encore parmi les plus élevés d'Europe, et, sauf dans quelques secteurs où ils sont dépassés par les salaires allemands, les plus élevés dans le Marché Commun. Sans doute, l'indépendance du Congo a-t-elle provoqué une chute sévère des valeurs coloniales en Bourse — ce qui explique la frénésie de certains milieux petits bourgeois. Mais il y a peu de travailleurs parmi

les « petits porteurs d'actions », et ceux-ci n'incorporent en tout cas pas la valeur de leur capital, mais plutôt le montant de leurs dividendes dans leur revenu courant; or ces dividendes sont restés pratiquement inchangés en 1960 pour les principales compagnies congolaises.

Il faut donc bien se rendre à l'évidence. Ce n'est pas à cause d'une mauvaise situation économique, mais malgré des salaires relativement élevés que la grève belge s'est produite. Si le contexte économique l'explique indirectement et foncièrement (parce qu'il a sapé le mythe du « miracle économique capitaliste », parce qu'il a provoqué un désir de renouveau économique radical), c'est dans le contexte social que nous découvrirons plus spécialement les causes immédiates de son éclatement.

## II. Le contexte social

La Belgique est un des pays les plus industrialisés du monde. Les salariés-appointés (y compris les fonctionnaires et agents des services publics) y constituent plus de 75 % de la population active. La paysannerie ne représente plus qu'une classe sociale d'importance réduite, qui dépasse à peine 10 % de cette même population.

Si la masse des salariés et appointés constitue la grande majorité de la nation, cette masse est en revanche fortement stratifiée, à la fois d'après sa qualification, d'après ses traditions et son niveau de conscience, d'après ses origines et son caractère national. Les trois couples « Wallons-Flamands », « travailleurs d'origine urbaine-travailleurs d'origine rurale », « travailleurs socialistes-travailleurs chrétiens », ne se recoupent pas entièrement. Il y a en Flandre d'importants noyaux minoritaires de travailleurs socialistes « urbanisés » depuis des siècles (notamment à Gand et à Anvers), hautement qualifiés (surtout à Anvers), et plongés dans la grande industrie depuis plus de cent ans. De même, il y a en Wallonie une minorité de travailleurs chrétiens, moins substantielle mais non sans importance, surtout dans le milieu semi-rural (Namurois, cantons rédimés, Thudinie et Basse-Sambre, etc.), dans la petite industrie, ou parmi les employés soumis à la pression capitaliste (ce fut la position traditionnelle des employés de charbonnages dans le Hainaut). Néanmoins, sans se recouper totalement, ces trois « couples » de stratification s'expliquent largement l'un l'autre.

Le gros du prolétariat wallon a été formé pendant le XIXe siècle, surtout dans le Hainaut et dans la province de Liège, dans les principales industries de l'époque : mineurs, ouvriers sidérurgistes et métallurgistes, verriers, ouvriers de l'industrie chimique et des cimenteries, ouvriers de la pierre, ouvriers de l'industrie textile de Verviers. Ces « anciennes » couches de la classe ouvrière ont constitué les principaux noyaux fondateurs du Parti Ouvrier Belge et des syndicats socialistes. Il fallait y ajouter en Flandre les ouvriers textiles de Gand, et les dockers et ouvriers diamantaires d'Anvers.

Depuis 1910, un « nouveau » prolétariat s'est joint à ces anciens noyaux. En Wallonie, il s'agissait d'un déplacement de travailleurs plutôt que d'une prolétarianisation de couches petites bourgeoises (à quelques exceptions près) : déclin de l'industrie de la pierre et de l'industrie charbonnière, compensé par un essor de la sidérurgie, des fabrications métalliques, de l'industrie chimique et de l'industrie d'électricité. En Flandre, il s'agissait d'une prolétarianisation assez rapide d'éléments ruraux, mais sous deux formes essentiellement différentes :

1° création ou extension d'un prolétariat plus ou moins qualifié dans les bassins industriels anciens (industrie d'alimentation à Gand et à Anvers; industrie métallurgique à Anvers, à Gand et dans l'axe Anvers-Bruxelles; création du bassin industriel au sud de Bruxelles ; création du bassin industriel de Bruges ; création de l'industrie charbonnière du Limbourg et industrialisation de la Campine, etc.) ;

2° création d'une énorme masse de manœuvres (ou de « spécialisés » dans l'industrie du bâtiment), véritable « armée de réserve industrielle » du capitalisme belge. Cette « armée de réserve », dans des périodes de haute conjoncture, se déplace vers Bruxelles ou vers la Wallonie, comme elle comporte un grand nombre d'ouvriers frontaliers ou saisonniers. En période de crise, elle constitue le gros (jusqu'aux trois quarts) de la masse des chômeurs belges.

Or, une politique délibérée du clergé catholique et des gouvernements que le parti catholique a contrôlés pendant plus d'un demi-siècle — le premier gouvernement sans participation catholique n'est apparu en Belgique qu'au lendemain de la 2e guerre mondiale! — a tenté de freiner l'urbanisation du nouveau prolétariat flamand. Cette politique n'a au fond connu un seul échec : celui de la grande agglomération anversoise. Partout ailleurs, elle a été pleinement couronnée de succès, notamment sur l'axe Anvers-Bruxelles, en Flandre occidentale et orientale, dans le Limbourg, et surtout dans la région de Bruxelles. Les ouvriers qui travaillent dans l'industrie bruxelloise (notamment dans l'industrie métallurgique, non sans importance), n'habitent point l'agglomération bruxelloise. C'est un fait sociologique qui explique en grande partie le semi-échec de la grève générale à Bruxelles.

Nous n'avons point l'intention d'énumérer ici tous les moyens utilisés pour arriver à cette fin (politique de logements; politique des transports en commun largement subventionnés au profit de cette « mobilité de la main-d'œuvre »; politique scolaire; embrigadement systématique de la population par les « organisations de masse » catholiques, allant des organisations de gosses et de scouts jusqu'aux organisations de vieux pensionnés). Il nous suffit de souligner les résultats auxquels cette politique est arrivée. Alors que le « vieux » prolétariat, wallon autant que flamand, a été dès l'origine organisé dans le

parti et les syndicats socialistes, le « nouveau » prolétariat flamand a été en grande majorité happé par les organisations ouvrières chrétiennes qui ont connu, depuis 1918, un essor spectaculaire.

Certes, cet essor des syndicats chrétiens est un phénomène largement contradictoire. Créés comme syndicats « anti-socialistes », opposant la « collaboration de classe » à la doctrine marxiste de la « lutte des classes », jouant franchement et régulièrement un rôle de « jaunes » dans les conflits sociaux, les syndicats chrétiens, pour pouvoir subsister et se développer, ont connu et connaissent une lente mutation. Ils entrent en compétition avec leurs « concurrents » socialistes pour de nouvelles adhésions. Ils sont donc obligés d'« offrir » autant, sinon davantage, que ces syndicats socialistes. Petit à petit, ils apprennent à engager des batailles revendicatives. Petit à petit, leur programme de revendications immédiates s'approche de celui des syndicats socialistes, au point de se confondre avec celui-là. La bourgeoisie - et l'Église - ont donc incontestablement, à longue échéance, joué un rôle d'apprenti-sorcier. Pour pouvoir assurer la « paix sociale », elles ont été amenées à construire des organisations qui faisaient de la lutte de classe, d'abord sans le savoir, puis de plus en plus consciemment, bien que dans des limites très étroites.

Néanmoins, le fait que l'industrialisation de la Flandre (qui compte, en chiffres absolus, plus de salariés-appointés que la Wallonie, et même plus de membres des syndicats socialistes que la partie méridionale du pays!) a surtout abouti à l'essor des syndicats chrétiens, et donc à une division du mouvement ouvrier en deux blocs d'importance largement équivalente, n'en a pas moins eu des effets néfastes sur la dynamique de la lutte de classe dans l'immédiat et à moyen terme. Seule cette division peut expliquer le mystère d'un pays non seulement doté d'une grande majorité de travailleurs, mais encore d'une forte majorité de travailleurs organisés et syndiqués, — et qui, en même temps, continue à vivre tranquillement dans un cadre capitaliste désuet et traditionnel.

La Belgique compte en effet un des taux de syndicalisation les plus élevés d'Europe et du monde, — taux qui s'approche de 65 % de l'ensemble des salariés, appointés et agents des services publics. En laissant de côté deux petites organisations syndicales (les syndicats dits libéraux et le « cartel indépendant des services publics »), qui ne comptent, ensemble, que quelques dizaines de milliers de membres, cette force syndicale se répartit essentiellement sur la Fédération Générale du Travail de Belgique (F.G.T.B.) sous direction socialiste, et sur la Confédération des Syndicats Chrétiens :

EFFECTIFS SYNDICAUX		
	F.G.T.B.	C.S.C.
1922 .....	580.545	162.036
1929 .....	504.605	181.407
1932 .....	572.171	300.713
1936 .....	573.839	280.796
1939 .....	546.224	339.769
1947 .....	567.071	437.139
1950 .....	631.075	567.587
1954 .....	665.649	645.192
1957 .....	698.825	684.825
1960 .....	± 720.000	± 710.000

Entre 1930 et 1947, la C.S.C. a gagné 40.000 membres en Wallonie, 25.000 membres dans le Brabant, et 160.000 membres en Flandre. Entre ces deux mêmes dates, la F.G.T.B. a gagné 37.000 membres en Wallonie, 11.000 dans le Brabant et seulement 63.000 membres en Flandre. Entre 1920 et 1930, la F.G.T.B. avait pratiquement stagné, alors que la C.S.C. gagnait quelque 10.000 membres en Wallonie, quelque 10.000 membres dans le Brabant, et plus de 100.000 membres en Flandre. Entre 1920 et 1947, les effectifs de la C.S.C. ont donc été gonflés de 300.000 nouveaux membres flamands (260.000 en Flandre et 40.000 dans le Brabant). Ceci est bien conforme au schéma présenté plus haut.

Notons que, dans les élections syndicales, la F.G.T.B. a obtenu ces dernières années de 60 à 65 %, la C.S.C. de 35 à 40 % des voix, ce qui indique que la majorité des ouvriers non organisés suit les syndicats socialistes. Plus exactement : en Wallonie, le taux de syndicalisation des ouvriers socialistes est plus bas que le taux de syndicalisation des travailleurs chrétiens ne l'est en Flandre.

C'est la dialectique de ces deux facteurs — syndicalisation croissante, division syndicale en deux blocs de plus en plus équivalents — qui explique en grande partie l'évolution récente des conditions sociales du capitalisme belge.

Pendant une première phase, qui occupe en gros l'entre-deux-guerres, la stagnation de la F.G.T.B. sous une direction ultra-droitière, la défaite de quelques grèves importantes (Ougrée Marihaye, cheminots, imprimerie bruxelloise), la division syndicale le rôle de « jaunes » de la C.S.C., jouent dans le sens d'une paralysie progressive du mouvement syndical. Même dans la période de la grande crise, celui-ci reste passif et conservateur. Les grandes explosions de 1932 et de 1936 prennent la forme de grèves sauvages, de révoltes de la faim (1932) ou d'aspirations spontanées (mais confuses) d'un changement radical (1936).

Pendant une deuxième phase, qui va de la libération à 1955, la surenchère syndicale joue en faveur d'une suite presque ininterrompue de mouvements revendicatifs. Ceux-ci sont ponctués par quelques rares grèves, en général organisés et conduits par les syndicats (une grande exception : la série de grèves sauvages du port d'Anvers). Cette surenchère syndicale

brise rapidement le blocage des salaires (contrairement à ce qui s'est produit en France, aux Pays-Bas et en Allemagne). Elle oblige le patronat à opérer une reconversion fondamentale de sa politique salariale : d'un pays de salaires (relativement) bas, la Belgique devient un pays de salaires (relativement) élevés. Cette reconversion, socialement indispensable pour sauver le régime, est économiquement possible parce que la Belgique jouit d'une importante « prime de reconstruction » sur le marché mondial (l'appareil de production belge est sorti indemne de la 2e guerre mondiale), et parce que l'exploitation accrue du Congo se poursuit dans le « calme », alors que les autres empires coloniaux sont en désagrégation.

Pendant une troisième phase, la surenchère syndicale se heurte au plafond de l'expansion économique trop lente, de la concurrence internationale qui reprend et qui s'aggrave, de l'empire colonial qui commence à s'écrouler. La suite ininterrompue d'avantages salariaux ou d'améliorations des conditions de travail s'arrête. Une « pause sociale » menace de se déclarer. La C.S.C. l'accepte sous certaines conditions. La F.G.T.B. s'y oppose, et pour pouvoir s'y opposer adéquatement, avance son programme de réformes de structure, qui devraient rendre possible une nouvelle tranche d'améliorations sociales. Une grave crise sociale se prépare ainsi, depuis la grève des métallurgistes de 1957. Deux plans d'assainissement économique se dressent l'un devant l'autre : le plan du patronat, fondé sur la pause sociale et l'austérité qui aboutira à la loi unique et à la grève de 1960-1961; le plan de la F.G.T.B. qui doit aboutir aux réformes de structure.

Entre les deux, la C.S.C. hésite, de plus en plus affolée. Tantôt elle s'affirme en principe d'accord avec les réformes de structure, auxquelles elle donne cependant un sens nettement et exclusivement néo-capitaliste; tantôt elle accepte la politique d'austérité, « à condition que les charges soient également réparties sur toutes les couches de la population ». Tantôt elle affirme que ses revendications sociales sont plus radicales que celles de la FGTB tantôt elle se déclare prête à assumer des sacrifices, dans l'intérêt « national » bien conçu.

Cette attitude s'explique d'abord par des options idéologiques fondamentales. La C.S.C. reste foncièrement attachée à la cause de la « libre entreprise » (c'est-à-dire du capitalisme plus ou moins « social ») parce que, à son avis, ce régime garantit mieux la pluralité des institutions, la liberté de l'Église et la liberté syndicale. Elle s'explique cependant aussi par la nature même de ses affiliés et de leurs intérêts immédiats.

La stratification profonde de la classe laborieuse belge a en effet un prolongement imprévu et surprenant en une forte inégalité des rémunérations. Mais, contrairement à ce que pourrait produire un schéma simpliste, ce sont les régions à prédominance socialiste, où la « vieille » classe laborieuse est syndiquée depuis plus longtemps, et où prévalent l'industrie lourde et la grande industrie, qui connaissent les salaires les plus

élevés. Les régions où dominent les syndicats chrétiens sont des régions où prévalent les industries légères et la petite industrie, et où les salaires plus bas ont également attiré les « fabrications nouvelles », sans que leur établissement soit suffisamment dense pour résorber « l'armée de réserve industrielle » et faire monter les salaires, relativement à ceux de la Wallonie.

Cette inégalité semble directement fonction du chômage, c'est-à-dire de la résultante du mouvement démographique et du rythme de l'expansion économique, c'est-à-dire des rapports entre l'offre et la demande de main-d'œuvre. Les résidus de main-d'œuvre flamande pèsent sur les salaires. La pénurie périodique de main-d'œuvre en Wallonie (essentiellement fonction du haut niveau d'industrialisation et de la stagnation démographique) exerce par contre une pression sur les salaires dans le sens de la hausse. La différence de combativité entre les deux blocs syndicaux est à la fois le produit de ces forces et un facteur supplémentaire qui accentue l'hiatus.

Celui-ci est très prononcé. En 1959, la rémunération moyenne de l'ouvrier par arrondissement fluctue entre 286 FB par jour à Liège et 271,5 FB à Charleroi, d'une part et 189,1 FB à Dixmude et 203 FB à Audenarde, d'autre part. Parmi les dix arrondissements aux salaires les plus élevés, il n'y a qu'un seul arrondissement flamand, celui d'Anvers. Ces moyennes nivellent d'ailleurs et masquent donc l'ampleur réelle de l'inégalité. Entre le salaire quotidien moyen dans la grande usine liégeoise (plus de 1.000 ouvriers), et le salaire quotidien moyen de la petite usine de Flandre occidentale, la différence va du simple au double (350 FB contre 175 FB).

Or, il est logique qu'une masse de travailleurs gagnant entre 175 et 225 fr par jour — salaires en réalité inférieurs au minimum vital le plus modeste — n'ont que des préoccupations purement salariales et doivent considérer les « réformes de structure » comme des songes creux. Par contre, des travailleurs qui gagnent entre 300 et 350 fr par jour, et dont une augmentation de salaire de 2,5 ou même de 5 % ne modifiera guère le standing normal, s'intéressent beaucoup plus à la consolidation de l'acquis, à la sécurité d'emploi, à la protection contre les menaces de crise, de chômage ou d'austérité, et sont donc naturellement portés à s'enflammer devant la propagande en faveur des réformes de structure, — surtout après l'exemple du Borinage, qui montre que la menace de brusque effondrement d'un secteur industriel payant des salaires fort élevés n'est nullement imaginaire. Voilà tout le secret de la grève, de sa localisation spécifique, et de l'attitude particulière prise non seulement par la C.S.C., mais encore par une grande partie de l'appareil flamand de la F.G.T.B. qui, — en dehors de Gand, d'Anvers et des secteurs des services publics — ne s'est nullement trouvé devant une pression de sa base sous-rémunérée pour participer à un combat général en faveur des réformes de structure.

### III. Sociologie de la grève

La grève apparaît donc à la fois comme une riposte à une première tentative de réduire le pouvoir d'achat des travailleurs, comme un effort pour imposer une nouvelle politique économique, et comme une révolte contre le conservatisme excessif de certains dirigeants. Dans les trois domaines, celui de l'État, celui de l'économie, celui du mouvement ouvrier, elle fait craquer les structures traditionnelles. Elle se situe dans l'interstice entre une phase de salaires croissants et une phase de salaires réels réduits, mais précède nettement cette réduction (elle l'empêche même, dans une certaine mesure, de se déclarer, ce qui provoque une tension croissante dans l'économie et dans les finances publiques). La grève permet ainsi une démonstration très nette de la dialectique sociale du facteur « objectif » (économique, « matériel ») et « subjectif » (niveau d'éducation et de conscience par suite du rôle du mouvement ouvrier; degré de confiance relative dans les organisations et les directions ouvrières). Elle constitue une réfutation éclatante de toutes les théories mécanistes concernant les rapports directs entre niveau de vie et niveau de conscience, entre niveau de vie et niveau de combativité.

Selon une logique primaire, ce seraient les couches les plus pauvres qui auraient dû réagir le plus violemment contre l'atteinte à leur pouvoir d'achat déjà si insuffisant. En fait, ces couches n'ont pas dépassé le stade de l'expectative inquiète (à l'exception des ouvriers des services publics). C'est que la menace de la loi unique fut enveloppée dans un verbiage touffu, voilée par une propagande officielle (ou officieuse) sur grande échelle, atténuée même par la démagogie de certaines « dénonciations », maladroitement parce qu'excessives. C'est que cette menace émana en outre du gouvernement et de l'État, et que les couches les plus pauvres et les plus faibles sentaient confusément que, pour affronter l'État, il fallait être prêt à aller très loin.

Inversement, les couches les mieux rétribuées en Wallonie, qui sont aussi les couches les plus aguerries et les mieux organisées, trouvaient dans la lutte contre la loi unique l'occasion recherchée depuis plusieurs années d'entamer une épreuve de force avec la société bourgeoise, pour combattre ouvertement en faveur des réformes de structure. Ces couches, bien préparées par des années de propagande syndicaliste et socialiste systématique, par des années d'éducation tenace, s'avéraient complètement immunisées contre l'emploi des moyens de persuasion modernes et massifs, que le gouvernement employa pourtant sur la plus large échelle pendant la grève, et auxquels le mouvement ouvrier ne sut pas opposer grand chose. La grève belge a donc démontré que, contrairement à ce qu'on prétend souvent, les secteurs les mieux rétribués de la classe ouvrière sont capables de conserver beaucoup plus nettement leur « conscience de classe », sous l'assaut des moyens de persuasion massifs, à condition que le mouvement ouvrier entretienne et assiste la formation et l'épanouissement de cette conscience.

L'exception, en ce domaine, confirme la règle. Deux exemples suffiront. Le premier est celui des employés les mieux rétribués (revenus supérieurs à 10.000 FB par mois). A Bruxelles, où ces employés dominent largement (ils y constituent plus de la moitié de la main-d'œuvre salariée totale), leur participation à la grève fut minime, et la grève fut, de ce fait, un échec partiel. C'est que cette masse d'employés, 1° n'est pas syndiquée (taux de syndicalisation inférieur à 20 %; nombre d'adhérents à la F.G.T.B. inférieur à 10 %) ; 2° ne plonge pas dans un milieu de grande industrie; 3° n'a presque pas de contacts avec une masse ouvrière; 4° n'a point de tradition socialiste ni même de tradition de lutte, et subit fortement la pression du milieu petit bourgeois avec lequel elle se confond d'ailleurs en partie.

Par contre, dans les grands bassins industriels wallons, les employés qui y gagnent autant sinon plus que les employés de Bruxelles, ont en général bien participé à la grève (leur participation dépassa largement tout ce qu'on avait connu à ce propos dans le passé). C'est que cette masse d'employés, 1° a fait récemment de grands progrès du point de vue de sa syndicalisation; 2° plonge dans un milieu de grande industrie ; 3° y subit fortement la pression d'une masse ouvrière particulièrement combative; 4° est dirigée par une organisation syndicale qui, depuis des années, développe une propagande inlassable en faveur des réformes de structure (un Congrès National de ce syndicat, axé sur ce thème, où nous avons été un des rapporteurs, a précédé de quelques jours l'éclatement de la grève).

Le second exemple est celui de quelques grandes usines privilégiées en Flandre (Tréfileries Bekaert à Zwevelgem; usines Philips d'électronique; raffineries de pétrole à Anvers ; Bell Téléphone à Anvers; usines de montage d'autos à Anvers et à Bruxelles, etc.). Il s'agit en général d'usines ultramodernes, dont la direction applique une politique paternaliste très poussée, où un système compliqué de primes et de pensions supplémentaires est étroitement relié à l'assiduité au travail, où le pouvoir d'achat distribué par an et par salarié dépasse nettement la moyenne de l'ouvrier qualifié. C'est donc l'exemple même de ce « prolétariat nouveau » auquel sont attribués tant de péchés (ou de vertus, selon l'optique).

Or, le comportement de ce secteur a été beaucoup moins net qu'on n'aurait pu le supposer. Il s'agit d'un milieu où les syndicats chrétiens dominent nettement, sauf dans quelques cas exceptionnels. Par ailleurs, ce secteur n'a été nullement touché par la propagande en faveur des réformes de structure (la responsabilité de la direction syndicale flamande est très grave à ce propos). C'est donc le point exact où l'impact de l'idéologie bourgeoise a pu être le plus puissant. En outre, — seconde défaillance de la même direction — la F.G.T.B. flamande n'a point voulu entraîner ce secteur dans la lutte, et s'est contentée d'y déclencher la grève vers le dixième ou le douzième jour du combat, alors que l'unité d'action avec les

travailleurs chrétiens apparaissait déjà comme totalement impossible.

Malgré tous ces facteurs fort négatifs, la masse des ouvriers socialistes de ces entreprises (variant entre 25 et 75 %, selon les cas), a en général, à quelques exceptions près, participé résolument à la grève, parfois même avec un enthousiasme qui effrayait les dirigeants. Ce ne sont pas seulement Liège, La Louvière, Charleroi qui ont connu des cortèges de 40.000, grévistes. Un rassemblement du même genre a également marqué la grève à Anvers ; ce fut le rassemblement le plus puissant et le plus combatif de toute l'histoire ouvrière flamande, et ce, dans ce milieu typique du « nouveau prolétariat ». Ces exemples « exceptionnels » permettent donc de serrer de plus près le mécanisme réel d'interaction entre les conditions d'existence, le mouvement ouvrier, et le niveau de conscience, qui expliquent l'éclatement, la durée et l'ampleur de la grève belge.

L'histoire contemporaine a démontré au-delà de tout doute que la direction traditionnelle du mouvement ouvrier européen n'est pas à la hauteur de sa tâche. De ce fait, au cours des quarante-cinq dernières années, de multiples chances de victoires ont été ratées dans de nombreux pays. Une méfiance profonde à l'égard de leurs propres organisations caractérise de multiples secteurs du prolétariat européen, même ceux qui sont organisés. Mais contrairement à une illusion dangereuse, largement répandue dans certains milieux « gauchistes », cette méfiance peut être tout autant un frein qu'un moteur de larges luttes de classe. Disons même qu'elle est le plus souvent frein et non moteur, parce que la classe ouvrière prend conscience de sa force, dans la vie quotidienne du régime capitaliste, précisément dans la mesure où elle est organisée et où cette organisation est relativement efficace, et que tout scepticisme fondamental à l'égard de l'organisation ne conduit pas vers l'avant, vers des formes d'organisation supérieures, mais vers l'arrière, vers l'atomisation de la classe et sa transformation en classe amorphe (l'exemple de la France en mai 1958 est à ce propos particulièrement éloquent).

Ce n'est que lorsque la classe ouvrière se trouve engagée dans un combat de très grande envergure, — qui lui-même n'est possible que grâce au rôle relativement efficace de ses organisations — qu'elle peut dépasser positivement et non pas négativement, dans le sens du progrès et non dans celui du recul, l'insuffisance évidente de ses organisations bureaucratiques. La dialectique « classe-organisation » est donc en réalité beaucoup plus complexe que d'aucuns ne le soupçonnent. Elle ne rend possible le dépassement des grandes organisations de masse que par leur renforcement préalable et non par leur affaiblissement.

La grève belge permet de puiser à ce propos d'utiles enseignements. Depuis 1944, quelques grandes centrales professionnelles se sont profondément renouvelées et ont

permis de jouer un rôle de pionnier d'idées nouvelles, notamment du programme des réformes de structures. Ce sont notamment la fédération liégeoise des métallurgistes (et dans une mesure moindre, les métallurgistes du Hainaut), le syndicat des employés et la Centrale Générale des Services Publics. Par ailleurs, d'autres centrales professionnelles apparaissent comme de véritables bastions du conservatisme réformiste : Centrale Générale du Bâtiment, syndicat du transport, Centrale des Ouvriers du Textile. On aurait pu supposer que, dans une grève aussi fougueuse et révolutionnaire que la grève belge, ce soient ces bastions du conservatisme qui « sautent » les premiers. Rien de cela ne s'est produit, pour la simple raison que dans ces secteurs, à l'exception des dockers d'Anvers et de Gand, on n'a même pas fait grève...

Par contre la grève fut une réussite au-delà de toute espérance dans les secteurs où une direction plus progressiste avait permis un renforcement considérable de l'organisation (et donc de confiance des travailleurs en leurs propres forces, et donc de conscience de classe). Certes, des dirigeants de ces secteurs ont pu apparaître à certains moments de la grève comme l'obstacle principal à un nouveau progrès du mouvement. Ce n'est là cependant qu'une des faces de la médaille; l'autre, c'est que sans le redressement vigoureux qu'ils avaient opéré, depuis des années, la grève en tant que telle aurait été inconcevable, et ne se serait pas plus produite qu'elle ne s'est par exemple produite en France, lors de la dévaluation Rueff-Pinay.

La nécessité de dépasser la direction traditionnelle a pu être ressentie confusément par les secteurs ouvriers les plus divers. La possibilité de ce dépassement n'a pu être créée que là où le renforcement de l'organisation coïncidait avec le renforcement de la conscience de classe. Pour être plus précis : la possibilité de ce dépassement a été la plus réelle partout où coïncidaient une organisation puissamment renforcée, des secteurs ouvriers très combattifs et la direction relativement la plus conservatrice de cette organisation. Ce fut le cas surtout à Charleroi et à Anvers, et dans une moindre mesure dans le Borinage et dans la région de La Louvière.

Ce dépassement s'est traduit par l'apparition plus ou moins spontanée, plus ou moins inspirée par une avant-garde organisée des fameux comités de grève. A ce propos, on a publié beaucoup de commentaires confus, pour ne pas dire plus. On a rassemblé sous cette étiquette des comités aux fonctions les plus diverses (les comités locaux de grève dans le Hainaut; les comités syndicaux d'usine dans la région liégeoise ; le comité de lutte, c'est-à-dire de préparation de la grève, à Anvers, etc.). La création de ces comités correspond en général à deux mobiles qui ne coïncident pas toujours : la nécessité de remplir des fonctions que les organismes traditionnels du mouvement ouvrier ne remplissent pas et ne peuvent pas remplir (organisation des non-syndiqués dans la grève; unité d'action avec les chrétiens; problèmes des piquets de grève, du

ravitaillement des grévistes, du contrôle de la circulation routière, etc.) ; la volonté de suppléer la carence de directions locales défaillantes. Lorsque ces deux mobiles coïncident, dans un contexte social très favorable, et avec une classe ouvrière admirable de combativité, le dépassement des structures traditionnelles s'affirme franchement, et alors, comme nous l'avons écrit pendant la grève, « l'ombre d'un pouvoir nouveau », le pouvoir démocratique des travailleurs, a plané sur le pays (La Gauche, n° 3, 1961).

Point n'est besoin de savants traités de stratégie pour comprendre que la classe laborieuse belge n'était nullement prête à entamer une lutte insurrectionnelle pour la conquête du pouvoir, le 20 décembre dernier. Ceux qui réclament (après coup) qu'elle réalise l'impossible sont en général ceux-là mêmes qui (avant les faits) manifestaient leur superbe sceptique quant aux possibilités de lutte avec des organisations aussi conservatrices, une classe ouvrière aussi « repue » et aussi « dépolitisée » que celles de Belgique.

Les grandes traditions de lutte du prolétariat belge furent, dans le passé, des traditions démocratiques (grèves générales pour le suffrage universel) ou des traditions de révoltes de la faim (grèves du XIXe siècle et grèves des mineurs de 1932-35). Après un intervalle d'un quart de siècle, au cours duquel prédominent des luttes professionnelles solidement encadrées (la grève générale semi-insurrectionnelle de 1950, contre le retour de Léopold III, fut elle-même entièrement inspirée, organisée et dirigée du sommet), voici que le prolétariat belge renoue de manière admirable avec sa tradition révolutionnaire, mais sur un niveau plus élevé. La signification historique de la grève belge, c'est que c'est la première grève générale dans l'histoire du mouvement ouvrier européen qui n'a comme objectif fondamental ni des revendications matérielles ni des revendications politiques démocratiques, mais qui vise essentiellement la réorganisation de l'économie sur une base socialiste. Car c'est là le seul sens que des centaines de milliers de grévistes belges ont donné au slogan des « réformes de structure ».

On peut pérorer à l'infini sur le fait qu'une direction de rechange soit nécessaire pour qu'une grève pareille réussisse. On peut même en conclure que la grève, dans les conditions concrètes du temps et de l'espace, ne pouvait pas triompher. Les « droitiers » du mouvement ouvrier belge ne disent au fond rien d'autre quand ils affirment qu'il eût mieux valu « ne pas faire grève ».

Une organisation minutieuse aurait sans doute été largement préférable à ce mélange de spontanéité, d'improvisation, de direction défaillante et de direction de rechange dépassée par les événements qui a caractérisé la grève. Mais tous ces sages conseils glissent sur un fait dur comme du roc : c'est qu'un million de travailleurs belges, malgré toutes les difficultés et toutes les insuffisances, ont préféré faire grève pendant trente-

deux jours, contre toutes les forces de conservation sociale, plutôt que de subir l'austérité et le déclin capitalistes. Plutôt que de subir, ils ont préféré crier à la face du monde qu'ils désirent prendre leur sort en leurs propres mains. Ne serait-ce que pour

ce cri libérateur, riche d'enseignement, riche de moissons futures, il valait la peine de mener ce combat jusqu'au bout. Ne serait-ce que pour cette raison, il faudra le reprendre, chaque fois que la possibilité s'en présentera.

**Ernest Mandel**

**Les Temps Modernes, 16e année, n° 180, Avril 1961**

[1] Exemple : en 1957, 5.033 réparateurs de navires procurent un chiffre d'affaires de 1,175 milliard FB, dont 3,66 % de bénéfices nets. En 1959 1.272 (!) réparateurs de navires procurent un chiffre d'affaires de 844 millions de FB, dont 6,72 % de bénéfices nets. Autre exemple : l'emploi dans l'industrie textile belge a diminué de 63.000 unités entre 1948 et 1958, alors que la production s'est notablement accrue.

---

## 1961 : La Gauche écrivait...

Pendant trente-deux jours, les travailleurs de ce pays ce sont battus avec un élan, une ardeur et une persévérance sans pareils dans l'histoire sociale de la Belgique (...). Cette bataille n'a pas été vaine (...). Sous la pression de la grève, de concession en concession, M. Eyskens a dû vider la « loi unique » d'une partie de sa substance anti-ouvrière. Seul le chapitre fiscal – détestable, puisqu'il augmente les impôts indirects – sera sans doute appliqué. Puis surviendra la dissolution des Chambres et M. Eyskens ne succèdera plus à M. Eyskens. A quelques semaines d'intervalles, les dizaines de milliers de manifestants qui ont crié «Eyskens démission » ou « Eyskens buiten » auront obtenu satisfaction.

Mais dans un combat d'une telle envergure, les travailleurs de chez nous ne se sont pas seulement battus CONTRE une « loi de malheur » mais encore POUR une solution de rechange. En Wallonie surtout, ils ont pris conscience, dans les couches les plus larges, de la nécessité d'assainir l'économie au moyen de solutions socialistes. Celles-ci s'appellent REFORMES DE STRUCTURE. Elles signifient:

- planification de l'économie, avec large création d'entreprises nouvelles publiques pour assurer le plein emploi

et l'avenir de tout le pays, pour sauver la Wallonie de la désindustrialisation et la Flandre de la sous-industrialisation ;

- nationalisation de l'énergie ;
- contrôle des holdings, pour libérer la nation des contraintes de la haute finance ;
- gratuité des soins médicaux et des produits pharmaceutiques ;
- réforme fiscale qui détaxe les petits, met au pas les fraudeurs du fisc, et accroît l'imposition des gros revenus, de la fortune acquise et des grands héritages.

Les grandes grèves de 60-61 constituent la première phase de la lutte pour des solutions socialistes, pour les réformes de structure. Cette lutte se poursuivra sous toutes ses formes, politiques et syndicales, électorales et directes, parlementaires et extra-parlementaires.

Pour rester digne des grévistes de 60-61, pour que leurs sacrifices n'aient pas été vains, le PSB et l'Action commune doivent faire le serment de poursuivre la lutte sans relâche jusqu'à ce que les réformes de structure, toutes les réformes de structure, soient arrachées !

**Editorial de La Gauche, n°5, 28 janvier 1961.**

---

# La grève : bilan et perspectives

**La grande grève de 60-61 a fait table rase de toutes les théories pseudo scientifiques selon lesquelles la classe ouvrière «n'existe plus», selon lesquelles elle ne serait plus capable de «se battre comme au siècle dernier», sous l'influence de salaires relativement élevés et d'un niveau de consommation «se rapprochant de celui des classes moyennes». Elle a, au contraire, complètement confirmé la thèse que nous ne cessons de défendre dans La Gauche depuis 4 ans, à savoir que la classe ouvrière d'aujourd'hui est capable de se battre plus fortement, avec plus d'acharnement, et plus d'élan, que la classe ouvrière d'il y a 30 ou 50 ans, à condition qu'elle soit éduquée et préparée à ce combat par ses organisations.**

La grève a confirmé que partout où les organisations ouvrières avaient informé les travailleurs sur la teneur exacte de la « loi unique », avaient lancé depuis des années la campagne pour les réformes de structure, la classe ouvrière a répondu magnifiquement et au-delà de tout espoir à la poussée de lutte partie spontanément de ses couches sociales les plus avancées. Faut-il rappeler ici que les cheminots ont réussi leur première grève depuis 1923, et qu'ils l'ont réussie en Flandre comme en Wallonie, même en Flandre occidentale, beaucoup mieux qu'en 1923 ?

Que les couches les plus ardentes au combat, à Liège, à Charleroi, dans le Centre, à Anvers, à Gand, étaient les couches qui auraient dû être les plus «corrompues» par les «hauts salaires», selon les tenants de la thèse mécaniste rappelée plus haut ? Que si la grève a donné moins bien dans certains secteurs industriels en Flandre et dans le Brabant, ce fut essentiellement dans les secteurs les moins bien payés, où le poids des chrétiens, du niveau de vie misérable, du manque d'éducation, d'organisation et de culture, ainsi que - il faut bien le dire - l'insuffisance criante de propagande et de direction de nos propres organisations, contrebalançaient le puissant appel à la solidarité de classe lancée par la grève ? Car, même dans les régions où la grève a moins bien réussi, on trouve dix, cent indices de combativité ouvrière étonnante. On y découvre surtout une direction syndicale qui ne fut pas à la hauteur de ses tâches (...).

La combativité et l'élan de la classe laborieuse se sont également révélés dans le fait que dans de nombreux bassins, les couches jeunes ont renoué spontanément avec les formes suprêmes d'organisation du passé - les comités de grève interprofessionnels, réunissant tous les jours des assemblées de grévistes - qu'on n'avait plus connu dans notre pays depuis 1936. Dans les régions où la direction syndicale s'était identifiée avec le mouvement, à Liège, dans le Centre, et ailleurs, ces comités furent essentiellement constitués par les délégations syndicales FGTB elles-mêmes. Ailleurs, notamment en partie à Charleroi et à Anvers, ils surgirent de la base, inculant également les non-syndiqués. L'organisation et la centralisation des piquets, l'organisation de la solidarité, la mobilisation de toute la population au secours des grévistes,

la défense de la grève contre la répression et la provocation: tel parut l'objectif principal de ces comités.

Toute grève générale est par la force des choses une grève politique, avons nous dit. Elle est, en effet, dirigée contre la classe bourgeoise en tant que telle, c'est-à-dire la classe bourgeoise constituée en classe dominante, c'est-à-dire son gouvernement. Voilà pourquoi, inévitablement, à travers toute grève générale réussie, se profile la trame d'un pouvoir nouveau, de la démocratie directe des travailleurs. Dans les bassins industriels wallons, la grève fut générale au-delà de tout espoir. Ce pouvoir nouveau y est nettement apparu en puissance, plus nettement encore qu'en 1936 ou qu'en 1950. Bien plus que toute «violence», que tout bris de vitres, que toute «émeute», c'est ce pouvoir nouveau embryonnaire qui a fait trembler de rage la bourgeoisie, qui l'a frappée de frayeur, qui l'a incitée à s'accrocher et à résister désespérément, sacrifiant, la mort dans l'âme, des milliards de revenus et de commandes.

## Une direction largement défailante

Tout cela s'est produit par la force des choses bien plus que par la volonté «insurrectionnelle» - totalement absente - des dirigeants. Tout cela fut inscrit dès le début dans la logique d'un mouvement d'une telle ampleur. Il faut bien le dire : dans sa majeure partie et toujours à l'exception de quelques bassins wallons susmentionnés, la direction syndicale et socialiste fut totalement prise au dépourvu et effrayée par cette logique implacable d'une bataille aussi colossale. (...)

Parce que la grève générale est une bataille colossale avec laquelle on ne peut pas jouer, qu'on ne peut pas improviser, une grève générale capable de vaincre rapidement doit être une grève générale bien préparée. Un mouvement spontané, quelque puissant qu'ils soit, ne peut réussir cette tâche, surtout dans un pays comme le nôtre, avec les divisions profondes entre travailleurs flamands et wallons, chrétiens et socialistes, arrière-garde et avant-garde, qui subsistent comme héritage de tout un passé. Pour triompher, il fallait triompher rapidement. Pour triompher rapidement, il fallait une stratégie adéquate, capable de mobiliser les couches d'avant-

garde et d'entraîner très vite les couches arriérées dans le combat. Une stratégie adéquate exige une direction adéquate. Celle-ci fut absente à l'échelle nationale.

La principale responsabilité en incombe à la majorité du Comité national élargi du 16 décembre qui, méconnaissant totalement la volonté de lutte de centaines de milliers de travailleurs, avait refusé d'adopter le plan soumis par André Renard, à savoir la préparation d'une grève générale, au moyen d'un mouvement de 24 heures et d'un référendum dans toutes les entreprises.

Toute l'avant-garde de notre classe laborieuse a ressenti ce vote comme un brutal camouflet. Pour manifester ses réels sentiments, elle s'est mise spontanément en grève, le 20 et 21 décembre. Cela ne laissa à la minorité du Comité national que le choix entre l'abandon des grévistes ou la reconnaissance et la généralisation du mouvement dans les régions - essentiellement wallonnes - où elle était majoritaire. Il faut inscrire à son honneur le fait qu'elle ait choisi la seconde solution.

Entre une grève générale bien organisée et bien préparée et une grève générale spontanée et partiellement sans direction, dans une partie pays, c'est la première qu'il faut naturellement préférer. Mais entre une grève générale spontanée et partiellement sans direction d'un côté, et pas de grève générale du tout, malgré le début d'agression contre le standing de vie des travailleurs, c'est la première éventualité qui est de loin préférable.

Qu'on regarde l'état du mouvement ouvrier français, la démoralisation des travailleurs français, pour se rendre compte de ce qui arrive quand on préfère capituler sans combat, sous prétexte que les risques sont trop lourds à courir ! Et n'y a-t-il pas d'exemples plus terribles encore dans un passé pas très éloigné ? Incapable de prévoir la grève et de s'y préparer à temps, la direction a été également incapable de l'organiser adéquatement et de la mener à bonne fin, dans une partie du pays. Lorsque l'extension de la grève ne fut pas assez rapide et totale pour y faire plier genou au

gouvernement, il n'y eut plus qu'une seule chance de réussite complète du mouvement : la concentration active de toute l'énergie des grévistes sur un point central. La Gauche, les JGS, d'importantes organisations syndicales, comme les «communaux» d'Anvers et de Liège, les cheminots de Liège, les comités de grève du nord de Charleroi et d'Haine-Saint-Pierre, ont suggéré la marche sur Bruxelles, pacifique et non violente.

Elle avait l'énorme avantage de «fixer» autour de la capitale l'essentiel des forces de répression, de dégager ainsi les bassins industriels, d'interrompre pratiquement tout le trafic dans le pays avec «l'aide» de la gendarmerie, de peser d'un poids décisif sur la ville où, qu'on le veuille ou non, se trouvaient les pouvoirs contre lesquels cette grève avait été déclenchée. L'absence d'une direction nationale de la grève, capable de mobiliser les travailleurs de tout le pays, fit échouer ce projet. Nous le regrettons, parce que nous croyons sincèrement qu'il fut réaliste et responsable, la seule chance de réussite complète qui resta au mouvement. S'ouvrit dès lors la phase finale du conflit, celle de la guerre d'usure, quand la question du «second front» politique fut soulevée. C'est avec un grand retard que fut soumis le mémorandum Collard (dirigeant du PSB, NDLR) fixant une «solution de rechange» à la «loi unique» comme objectif de la grève. N'eût-il pas mieux valu le faire dès les premiers jours ? N'eût-il pas mieux valu déposer tout de suite - comme nous l'avions demandé ? (...)

Il faut être complètement ignorant, ou avoir l'esprit déformé d'un mouchard, pour supposer un seul instant qu'une poignée d'agitateurs sont capables de déclencher un formidable mouvement de masse de sept ou huit cent mille travailleurs comme celui que nous venons de vivre. Ce mouvement a démontré que notre classe laborieuse est prête à se battre, et se battre de toutes ses forces, pour le grand objectif que l'histoire lui a fixé : refouler résolument l'offensive capitaliste et imposer, à la place de «solutions» capitalistes de régression sociale, les solutions socialistes de réformes de structure.

**Ernest Mandel**

**Extraits d'un article publié dans La Gauche n° 5, 1961**

---

# 20 ans après '60-'61 : L'actualité du socialisme

**La grande grève de 1960-'61 était-elle un combat d'arrière-garde, la dernière révolte du «vieux» prolétariat d'Europe, dont le prolétariat wallon était un représentant typique ? Etait-ce au contraire l'annonce d'une vague d'avenir, qui allait toucher progressivement tous les pays industrialisés?**

La question fut posée dès le lendemain de la grève. Non seulement par des sociologues, mais encore par de nombreux idéologues du mouvement ouvrier. N'oublions pas que «l'adieu au prolétariat», de nouveau à la mode ces jours-ci, était déjà un grand thème à la fin des années '50 et tout au long des années '60.

La société de consommation aurait «intégré» la classe ouvrière dans le «grand public». Les formes de luttes classiques du prolétariat auraient été dépassées. Et puis, par rapport aux pays du «tiers-monde», la classe ouvrière occidentale n'était-elle pas devenue une vaste aristocratie ouvrière, profitant de la surexploitation des peuples coloniaux et, de ce fait, incapable d'une véritable lutte anti-capitaliste, objectivement révolutionnaire?

Les plus « raffinés partisans de cet « adieu au prolétariat occidental » trouvèrent des arguments quasi « trotskystes » (disons plutôt « pseudo-trotskystes » ou « trotskoïdes » : car Léon Trotsky était aux antipodes de ces sophismes-là) pour justifier le rejet de toute perspective révolutionnaire en Occident. Pour qu'une crise révolutionnaire aboutisse, il faut une direction révolutionnaire adéquate. Or, en Occident, les organisations ouvrières sont toutes réformistes, totalement incapables de conduire un combat ouvrier anticapitaliste vers la victoire. Donc, tout combat de cet ordre est condamné à la défaite.

Mais la défaite engendre la démoralisation. Donc, il est irresponsable de pousser à la charrette et de vouloir favoriser de grandes grèves généralisées, des affrontements frontaux avec la bourgeoisie, qui aboutiront inévitablement à la défaite. C'est ce que nous avons entendu dire, plus d'une fois, par le principal dirigeant d'Amada. C'est aussi ce que Brejnev disait à Dubcek lors de leur dernière rencontre avant l'entrée des troupes du Pacte de Varsovie en République socialiste tchécoslovaque. On voit comment krouchtchéviens et maoïstes s'étaient retrouvés sur la même ligne stratégique : la révolution prolétarienne est impossible en Occident, du moins pour cinquante ans. C'est que la source était commune : elle s'appelait Staline...

## **Des explosions spontanées sont inévitables**

La thèse que nous n'avons cessé de défendre est toute à l'opposé de ces affirmations-là. Les marxistes révolutionnaires affirment qu'à notre époque les sociétés impérialistes sont

périodiquement secouées par des crises graves, politiques, économiques, sociales, financières, voire idéologiques et morales, qui, dans un contexte déterminé de montée des luttes ouvrières, de confiance croissante de la classe ouvrière dans ses propres forces, déboucheront inévitablement sur des explosions spontanées que personne ne pourra empêcher.

Confrontés à de telles explosions, les socialistes révolutionnaires, les communistes ont le devoir de faire tout le possible pour que la classe ouvrière atteigne le maximum d'auto-organisation, le maximum d'unité dans la lutte, le maximum d'audace dans le combat, le maximum de lucidité quant aux objectifs anticapitalistes à atteindre. Le reste dépend des rapports de forces, à la fois sur le plan social et sur le plan politique.

Si la défaite engendre la démoralisation, celle-ci est bien moindre, après un combat bien organisé qu'après un combat désordonné, avec de nouveaux cadres qui émergent grâce à l'auto-organisation, qu'avec une dispersion totale des forces, avec une conscience claire de l'enjeu de la lutte et des conditions de sa victoire, qu'avec une conception stratégique fautive ou la confusion sur ce qu'on peut atteindre et dans quelles circonstances. Elle est surtout moindre après un grand combat qu'après une défaite découlant d'une capitulation sans combat.

Nous croyons que les événements nous ont donné raison depuis 1956. Ils continueront à nous donner raison. Il y a eu notre « grande grève » de '60-'61. Il y a eu mai '68 en France. Il y a eu « l'automne chaud » d'Italie en '69. Il y a eu le Portugal de '74-'75. Il y a eu le premier semestre 1976 en Espagne, avec cent millions de journées de grève. Il y a eu l'explosion de combativité du prolétariat brésilien, centrée autour de la ceinture industrielle de Sao Paulo en '79-'80. Il y a eu l'été et l'automne 1980 en Pologne.

## **Un phénomène universel**

Ces deux derniers exemples indiquent d'ailleurs que la racine du phénomène est plus profonde que la seule crise qui secoue périodiquement les pays impérialistes. Elle touche aussi un nombre croissant de pays dépendants semi-industrialisés (avant tout en Amérique latine et en Asie, mais l'Afrique du Sud et l'Égypte prendront place de plus en plus dans la même catégorie). Elle touche aussi les Etats ouvriers bureaucratisés.

Dans les «trois secteurs de la révolution mondiale», pour reprendre le jargon de la IV<sup>ème</sup> Internationale, a émergé un prolétariat numériquement bien plus nombreux que par le passé dans plusieurs pays, il constitua déjà plus de 90 % de la population active; dans bien d'autres entre 75 et 90 %; dans tous les pays concernés, la majorité absolue de la population.

Contrairement à un mythe répandu par des sociologues superficiels, ce prolétariat est plus homogène et non moins homogène que par le passé. Il est capable, bien plus que jadis d'intégrer dans ses luttes d'ensemble employés, techniciens, fonctionnaires et cadres inférieurs et moyens. Il a acquis un niveau de qualification et de culture beaucoup plus élevé. Lorsque la crise sociale est profonde — et elle l'est dans les «trois secteurs de la révolution mondiale» — ce prolétariat a périodiquement tendance à chercher à résoudre à sa manière par la prise en main des moyens de production, de communications, d'échange; par la réorganisation de toute la société d'après ses propres valeurs qui sont, fondamentalement, des valeurs socialistes.

Il ne peut réussir que s'il joint à cet effort instinctif, auquel personne ne peut s'opposer avec un succès rapide, la conquête du pouvoir politique par les mêmes instruments qu'il forge dans le combat direct avec la société bourgeoise : les organes de représentation de la masse dans son ensemble au niveau des entreprises et des quartiers et de leur centralisation par une voie strictement démocratique. Nous les appelons conseils ouvriers, conseils des travailleurs, conseils populaires. On peut les appeler autrement. Ils peuvent même résulter, comme actuellement en Pologne, de structures syndicales autonomes et autogérées.

Mais le fond du problème est toujours le même : l'organisation des travailleurs sur les lieux de travail, des ménagères, des étudiants et d'autres alliés du prolétariat (comme les petits paysans et ouvriers agricoles au Brésil et en Pologne) sur la base du quartier et du village, où tous les rouages du monde moderne tombent sous le contrôle et la gestion de ceux qui les mettent en mouvement, jour après jour, mais normalement sous le commandement d'autrui, au service d'autrui, au profit d'autrui. Ce n'est que la prolongation de ce que toutes les révolutions prolétariennes du passé nous avaient enseigné : de la Commune de Paris à la révolution russe, de la révolution allemande de 1918-'19 à la révolution espagnole de 1936-'37.

## **Aux sources de mai '68**

A nous, militants du mouvement ouvrier dans l'Etat belge — avant tout à ceux de Wallonie, mais aussi à ceux d'Anvers, de Gand et des services publics de Bruxelles — revient l'honneur d'avoir inauguré, avec notre grande grève de 1960-'61, ce formidable réveil de la mémoire ouvrière collective, cette reprise de continuité avec la tradition de la révolution

prolétarienne internationale que les défaites ouvrières des décennies précédentes, qu'un quart de siècle de fascisme et de stalinisme, semblait avoir enseveli, la «prospérité» de la période d'après-guerre mettant une couche de vernis sur les décombres.

Pour la première fois depuis 1936, une grève générale dans un pays occidental, prospère, avec une classe ouvrière prétendument intégrée, malgré une direction réformiste classique, remettait audacieusement en question la domination du patron dans les entreprises, la domination de la bourgeoisie dans l'Etat. Ce mérite historique, rien ni personne ne pourront jamais nous l'enlever.

La manière dont les générations successives de militants du mouvement ouvrier «perçoivent» décembre 1960 - janvier 1961 change selon les circonstances. En 1970-'71 ou en 1975 on était moins compréhensif qu'en 1980, ne fut-ce que parce que les travailleurs sont confrontés aujourd'hui avec une nouvelle «loi unique», et peuvent donc saisir d'instinct le contexte de l'époque. Mais quelles que soient ces fluctuations des réactions conjoncturelles, notre grande grève vit et vivra dans la mémoire de la classe ouvrière de ce pays comme la preuve tangible de sa force potentielle, comme le sommet de ce qu'elle a jusqu'ici atteint dans la lutte.

Dans ce sens, loin d'avoir été un combat arrière-garde, déclenché par l'angoisse des mineurs de Wallonie, des ouvriers et des ouvrières du textile de Flandre de voir s'écrouler leurs industries — angoisse réelle, écroulement qui s'est produit — de l'inquiétude des «gros bataillons» de la sidérurgie de voir se répéter dans leur branche la tragédie des mines et du textile — inquiétude dont la base s'est avérée tout aussi réaliste —, notre grande grève de 1960-'61 a été un combat de pionnier, l'annonce de mai '68, l'annonce de l'explosion italienne et polonaise.

Des traits fondamentaux y sont apparus, renvoyant à la réalité sociologique de la classe ouvrière d'aujourd'hui, centrée sur la grande usine et l'impossibilité pour les travailleurs de réaliser toute leur force de classe autrement que par un combat extraparlémentaire généralisé. Trotsky, Rosa Luxembourg, Gramsci, Lénine et bien d'autres encore y avaient attiré l'attention dès avant et dès les lendemains de la première guerre mondiale. L'histoire leur redonne raison, avec éclat, depuis vingt ans, n'en déplaît à tous les sceptiques et à tous ceux à qui la déception ferme les yeux et les oreilles pour tout ce qui n'éclate pas immédiatement sur les écrans de la télévision ou dans les colonnes des quotidiens.

## **Faiblesse d'organisation**

Certes, en tant que combat de pionnier, la grande grève de 1960-'61 a eu des faiblesses intrinsèques, pour ainsi dire organiques, qui se sont d'ailleurs en partie retrouvées dans la

grève générale française de mai '68, et que le prolétariat international ne surmonte que lentement, vu la faiblesse de l'avant-garde révolutionnaire organisée avant la lutte, vu l'influence désorganisatrice (on pourrait ajouter : l'oeuvre de division délibérée) des appareils bureaucratiques politiques et syndicaux.

Les comités de grève élus démocratiquement par des assemblées générales de grévistes, pour lesquelles nous nous sommes battus tout au long de la grève, ont pu se constituer par-ci, par-là (surtout dans le Hainaut). Ils ne se sont pas généralisés, et, surtout, ils ne se sont pas réalisés à Liège, centre névralgique de la grève. Les délégués syndicaux, élus par l'ensemble du personnel, grande conquête de notre mouvement syndical au moment de la libération — et qui ont pu, en Italie, dans les grandes usines du Nord, suppléer à la carence de la division et de la dispersion syndicales, apparaître comme la conquête principale de l'automne chaud de 1969, diriger la grève homérique de la FIAT de 1980, l'Espagne, le Brésil suivant par la suite la même tradition — n'ont pas réussi à remplir le rôle que des organismes plus larges et mieux contrôlés par la base devaient jouer. Ils ne pouvaient centraliser leur organisation, leur représentativité, leurs légitimités.

## Et faiblesse politique

Surtout, le débouché politique du mouvement était bloqué dès le départ par le fait que la seule direction de rechange présente dans la lutte, crédible aux yeux de tous les grévistes (qu'on se rappelle la formidable ovation qui avait accueilli André Renard à Anvers pendant la grève !) était celle du courant renardiste. Or, ce courant, qui avait été acquis à l'idée de la grève générale, qui l'avait partiellement préparée, fût-ce à un rythme que ne correspondait plus à la montée de fièvre réelle au sein de la classe ouvrière, n'avait pas de perspectives politiques d'ensemble.

Il était obsédé par l'idée d'une majorité parlementaire de gauche en Wallonie. Il croyait que la majorité catholique flamande bouchait toute possibilité de percée vers le socialisme dans ce pays. Il détourna, pour cette raison, le formidable sursaut de lutte ouvrière anticapitaliste vers l'objectif fédéraliste. Au lieu de comprendre qu'il fallait abattre le capitalisme pour arrêter le déclin industriel de la Wallonie et réaliser le fédéralisme, il espérait arriver au socialisme par deux étapes : celle du fédéralisme d'abord; celle du nouveau industriel wallon ensuite. Il combinait de ce fait les faiblesses du syndicalisme «pur» avec des illusions électoralistes d'origine social-démocrates, le tout arrosé d'une bonne dose de chauvinisme wallingant.

Le bilan, aujourd'hui, est clair et lamentable. La majorité électorale parlementaire ouvrière en Wallonie a disparu, et pour longtemps. Le nationalisme wallon a fait le jeu de la récupération d'une fraction importante de l'électorat socialiste en Wallonie (et à Bruxelles) par des forces politiques bourgeoises. André Renard a joué à l'apprenti sorcier, le renégat Perin se chargeant de poursuivre l'opération de reconquête d'une majorité bourgeoise durable en Wallonie jusqu'au bout.

Au lieu du fédéralisme, nous avons une «régionalisation» misérable et impuissante. Le déclin économique de la Wallonie, loin de s'arrêter, s'est accéléré. L'avant-garde ouvrière wallonne, celle qui a «porté» la grève de 1960-'61, comme elle avait porté tous les grands combats depuis 1956, a été broyée dans l'opération, la liquidation des délégués de l'aciérie d'Ougrée jouant le rôle-clé dans l'affaire. En Flandre (et dans les quelques secteurs modernes wallons) n'a pas encore émergé une avant-garde nouvelle pour prendre la relève de celle que les lendemains ultérieurs de la grève de 1960-'61 a détruite.

Nous disons : les lendemains ultérieurs de la grève de 1960-'61. Car la grève elle-même malgré l'absence de succès apparent, n'a pas été source de démoralisation mais source de prise de conscience. Jamais, dans ce pays, la classe ouvrière, le mouvement ouvrier, l'avant-garde ouvrière, n'ont été plus forts qu'en 1961 et qu'en 1962. Jamais le contrôle de l'appareil réformiste n'a été davantage ébranlé.

La démoralisation est venue par la suite. Elle fut le produit de l'échec du MPW, du vote des lois sur le maintien de l'ordre, de l'impuissance du renardisme à faire naître une gauche syndicale au niveau de toute la FGTB, Flandre et Bruxelles compris, de la faillite du gouvernement Lefèvre-Spaak, de l'abandon par la social-démocratie wallonne des ses objectifs fédéralistes, du refus des successeurs d'André Renard de défendre avec fermeté et intransigeance l'emploi de tous dans la sidérurgie liégeoise, comme il l'aurait certainement fait lui-même. Cela donne la ligne du recul à partir de 1964-'66.

Mais la grève elle-même, et ses lendemains immédiats, restent et resteront sources de confiance de la classe en elle-même, source de conscience de tout ce dont elle est capable, si elle se forge une lucidité et une direction politiques à la hauteur de ses possibilités illimitées. C'est à cela qu'ont oeuvré, qu'oeuvrent et qu'oeuvreront, envers et contre tous, les marxistes révolutionnaires de ce pays.

**Ernest Mandel**

**La Gauche, nr. 49, 24e année, 18 décembre 1980,**

---

# La grève de 60-61 et l'enthousiasme à la base

**Nous avons demandé à une série de camarades qui furent actifs lors de la grève 60-61 de nous exprimer leurs souvenirs. Dans cette première contribution, André Henry, militant syndical de longue date et a la riche expérience de luttes ouvrières, nous raconte comment il vécut cette grève dans la région de Charleroi.**

La grève de 60-61 a été pour les jeunes militants ouvriers de l'époque et leur avant-garde d'une grande richesse en matière de combat et d'expérience. Deux générations différentes allaient se solidifier dans cette grève dite du siècle: celle d'avant-guerre, qui s'était forgée dans les grèves des années '30, dans la Résistance et dans la grève lors de la Question royale, et la nouvelle génération.

C'était, pour nous les jeunes, une joie que de combattre aux côtés de la génération expérimentée de nos aînés. Dans les diverses réunions et assemblées de grévistes, les interventions fusaient de toutes parts. On sait que la grève a démarré par le débordement des appareils. Dans le secteur verrier, c'est la verrerie Gobbe qui démarra la première, Gilly, Barnum et les autres suivirent. En 1960, près de 15.000 ouvriers étaient occupés dans le secteur de la verrerie, essentiellement dans le bassin de Charleroi.

Le jour même du démarrage de la grève, les travailleurs de toutes les entreprises allèrent en cortège pour se réunir à la Ruche Verrière de Lodelinsart. La salle étant trop petite pour contenir les grévistes, une bonne partie resta à l'extérieur, sur la place de la localité. Une décision fut prise à cette première assemblée générale, celle de réunir tous les jours les piquets de grève et d'organiser au minimum une fois par semaine une assemblée générale des grévistes. Ainsi, les piquets de grève faisaient quotidiennement le point sur la situation.

A la verrerie de Gilly, il y avait un certain nombre de jeunes travailleurs qui, depuis 1955-1956, militaient dans les JGS et les Jeunes métallos (mouvement de jeunesse FGTBiste qui n'existe plus aujourd'hui). Un bon noyau, dont je faisais partie, était membre des deux organisations. Nous étions dans toutes les réunions des piquets de grève car c'est de là que partaient pour ainsi dire toutes les initiatives et décisions à prendre. Il faut dire que, dans le cadre de la protection de l'outil, un nombre restreint de travailleurs étaient indispensables dans l'entreprise. Les comités de grève organisaient donc une tournante pour ces derniers. Ceux qui étaient désignés étaient en possession d'un laisser-passer avec le cachet de l'organisation syndicale. Personne d'autre ne pouvait travailler sans cette autorisation.

Les assemblées générales quant à elles étaient bien suivies par les grévistes. L'ambiance y était bonne. Il y avait pourtant des accrochages entre certains ouvriers encore inféodés à un

syndicalisme corporatiste et les plus jeunes. Il faut savoir qu'en 1960, les syndicats des entreprises de fabrication de verre à vitre étaient affiliés à la FGTVB mais restaient indépendants de toute politique au sein des appareils. Ils maintenaient toujours leur structure corporatiste et vivaient avec leur passé, glorieux certes, mais plus du tout adapté aux nouvelles méthodes de lutte nécessaires face à la centralisation du capitalisme. Ce n'est qu'en 1967 que l'ont intégré pleinement la FGTVB

## A la Maison du peuple de Gilly

La Maison du peuple de Gilly était un lieu particulièrement important de la lutte et ce pour plusieurs raisons. Gilly était une commune fort industrielle qui comportait tous les secteurs d'industrie. De ce fait, la Maison du peuple de Gilly fut toujours le théâtre des luttes d'avant et d'après-guerre. Mais c'était sa gestion qui lui donnait un caractère social tout à fait particulier. Elle était en effet gérée par les travailleurs eux-mêmes qui étaient actionnaires de l'établissement. Chaque année, une assemblée générale des actionnaires élisait le conseil d'administration dans la plus grande démocratie ouvrière.

Pendant toutes les années '30, la Maison du Peuple fut gérée par Léon Lesoil (\*) et ses camarades. Elle fut gérée jusqu'à la fin des années '50 par ses anciens compagnons, mineurs et autres.

Chaque jour pendant toute la durée de la grève de 60-61, il y avait une assemblée de grévistes dans cette Maison du peuple de Gilly pour organiser, entre autres, les différents piquets de grève dans les entreprises. Dès 5 heures du matin, les piquets quittaient la Maison du peuple. Ils avaient préparé, la veille, une équipe de volontaires, hommes et femmes, qui faisaient du café, de la soupe ou autre nourriture chaude afin de réchauffer les grévistes. Une grande et belle solidarité et un grand dévouement se partageaient quotidiennement.

Il y avait beaucoup de débats l'après-midi et le soir, surtout lorsque nous revenions d'une manifestation telle que celle où les gendarmes chargèrent les grévistes dans la ville haute de Charleroi. Nous, le groupe des jeunes militants que nous étions, prenions souvent la parole dans ces débats. Nous nous réjouissions lorsque les anciens mineurs et compagnons de Léon Lesoil prenaient position avec nous ou nous défendaient

dans les débats. C'était pour nous une école de grande formation politique et syndicale.

## La reprise à Glaverbel

Si, pour beaucoup de travailleurs, la reprise du travail fut triste et amère, celle des travailleurs de Glaverbel fut pénible. Pendant la grève, un incident était survenu au four de Glaverbel-Gilly. L'arrêt pour réparation fut annoncé aux organisations syndicales. La direction de Glaverbel mit comme condition du rallumage la retenue de 1% sur les salaires en cas de prochaine grève sauvage. Ce pour cent de retenue sur les salaires devait servir au paiement des réparations du four sur une période de 5 ans.

En plus de cette retenue, tous les travailleurs durent signer un nouveau contrat de travail ce qui leur faisait perdre toute leur ancienneté. Les organisations syndicales et les travailleurs durent accepter ces propositions. La signature des nouveaux contrats de travail se fit au siège social de l'entreprise à Charleroi avec une haie imposante de gendarmes ceinturant les travailleurs. Ce fut dans ces conditions provocatrices et humiliantes que, les larmes aux yeux, les travailleurs durent signer leur nouveau contrat de travail.

Néanmoins, ils surent remonter la pente à travers la naissance d'une nouvelle avant-garde qui sut tirer les leçons et les enseignements de la grève et repartir ainsi pour de nouvelles conquêtes. Cette nouvelle avant-garde, regroupée en grande partie autour du bulletin « La Nouvelle Défense », allait apporter un nouveau souffle, une nouvelle méthode de lutte.

André Henry, La Gauche janvier 2001

(\*) Léon Lesoil fut l'un des principaux fondateurs du Parti communiste en Belgique. Il fut exclu de ce dernier pour trotskysme en 1927. Il sera un dirigeant de la section belge de la IVe Internationale (PSR). Arrêté par les nazis en 1941, il meurt en déportation dans le camp de Neuengamme en 1944

---

# Une alternative de pouvoir

**Notre camarade Lucien Perpette, membre de la section belge de la IVe Internationale depuis 1957, a été délégué syndical SETCa à Cockerill et très actif lors de la grève en région liégeoise.**

## Comment as-tu vécu le début de la grève ?

**Lucien Perpette:** L'atmosphère était dominée par la question de la modernisation de l'industrie belge. L'aile gauche de la FGTB avait réussi à faire passer au congrès du syndicat un projet de mutation de l'économie, les fameuses réformes de structures, afin de mettre de l'ordre dans la gestion désordonnée de l'économie capitaliste. La bourgeoisie avait également son projet de modernisation et elle voulait imposer le financement de celui-ci par la réduction des avantages sociaux de la classe ouvrière (pensions, etc.), d'où le projet de « Loi Unique » présenté par le Premier ministre Eyskens

Face à ce projet, la FGTB et le PSB ont lancé une vaste campagne pour conscientiser les travailleurs (ce fut « l'Opération vérité ») avec des meetings, d'énormes rassemblements et des arrêts de travail rassemblant des milliers d'ouvriers.

## Que faisais-tu à l'époque ?

**L.P.:** Après mon service militaire, j'ai été engagé au laboratoire central de l'usine Ferblatil du groupe Cockerill.

Au moment de la grève, j'avais 26 ans. Militant syndical, j'étais en contact permanent avec la délégation ouvrière de l'usine. A cette époque, les métallurgistes étaient véritablement le fer de lance du mouvement ouvrier belge et à l'avant-garde des revendications sociales. Un seul exemple : aujourd'hui il paraît tout naturel de bénéficier du double pécule de vacance. Mais c'est grâce à une grève de trois semaines des métallos en 1957 que ce droit a été obtenu.

## Comment s'est déclenchée la grève dans ton usine ?

**L.P.:** Grâce à « l'Opération vérité », la colère ouvrière et le désir d'agir étaient énormes. A Ferblatil, il n'y avait pas de mot d'ordre de grève. La Jeune Garde Socialiste - dont j'étais membre - avait distribué des tracts et des affiches appelant à la grève générale. Renard était plutôt d'avis - et je pense qu'il avait raison - d'attendre que les conditions soient mûres dans tout le pays et de mener ainsi une « préparation à la grève générale ». Mais la pression était énorme. Je me rappelle d'avoir été plusieurs fois interpellé par des collègues ; «alors, quand est-ce qu'on part en grève?».

Le 20 décembre, des employés communaux de Seraing, déjà en grève, sont venus à l'usine et les travailleurs ont spontanément arrêté le travail. Avec des délégués syndicaux communistes, nous avons embrayé et suivi le mouvement. Des phénomènes semblables se sont également passés ailleurs et très vite tout le travail était arrêté dans le bassin industriel liégeois. Quelques jours plus tard, il y eut une énorme concentration des grévistes à la Place Saint Paul à Liège.

### Quelle a été ta participation à cette grève ?

**L.P.** Au début, je me souviens d'avoir été avec un groupe de grévistes et de cheminots liégeois, chargés sur des camions de l'Union coopérative, à la gare d'Hasselt pour y faire débrayer les cheminots du coin. On a aidé les cheminots liégeois à « vider les cendriers » des locomotives à vapeur, ce qui les rendait inutilisables pendant un bon moment, mais c'est une opération délicate et dangereuse !

A part ça, je participais évidemment aux piquets de grève à Sclessin et on assurait la discipline de la grève. Il y avait peu à faire tant l'arrêt de travail était généralisé. Et bien entendu, je participais aux nombreuses manifestations, mais pas celle qui a vu la destruction de la Gare des Guillemins parce que ce jour-là, j'étais trop épuisé ! Et quel froid il faisait, c'était un des hivers les plus rudes !

Les gens étaient très résolus. A Liège, on avait vraiment le sentiment d'être une force quasi-irrésistible et on avait conscience de notre capacité de changer la société. Il y avait l'ébauche d'une alternative de pouvoir. « La Gauche » avait ainsi lancé le mot d'ordre de fédération des comités de grève. C'était réaliste, mais cela ne s'est pas concrétisé.

A la fin du mouvement, lors d'une des dernières manifestations, à Ivoz-Ramet, avec quelques camarades de « La Gauche », on criait sans arrêt le mot d'ordre « A Bruxelles ! ». Il y avait un débat sur les perspectives et nous défendions le projet d'organiser une Marche nationale sur Bruxelles. Mais la majorité, entraînée par André Renard, n'en voulait pas et mettait en avant la voie du fédéralisme. J'ai été l'un des derniers à crier encore « A Bruxelles » et Renard m'a alors joliment cloué le bec.

Par la suite, on a vu que si les syndicats avaient marché sur Bruxelles, le gouvernement aurait capitulé. Mais bon, les divergences de stratégies dans une grève, c'est normal et, si je crois que Renard aurait dû lancer le mot d'ordre de marcher sur Bruxelles, cela ne diminue en rien la profonde estime que j'ai envers lui.

### Selon toi, quel a été l'impact de cette grève ? Quelles différences vois-tu avec la période actuelle ?

**L.P.** L'impact émotionnel a été très grand. Cette grève a marqué une élévation importante de la conscience de classe des ouvriers et son éveil parmi des couches de travailleurs qui n'y étaient pas « disposés ». L'un des effets de la grève a été une augmentation spectaculaire du taux de syndicalisation qui n'était, dans la métallurgie par exemple, que de 10% en moyenne avant cela. Cela a eu une grande influence sur les luttes ouvrières des années '60 et '70. Aujourd'hui, la mutation de la société est plus que jamais une nécessité. Même si l'influence des vieux bastions ouvriers a diminué, la nécessité de changer la société reste actuelle.

Interview par Ataulfo Riera, La Gauche janvier 2001

---

## 60-61 : il y a 40 ans...

En juin puis en automne 1960, le PSB organise des meetings où il diffuse les idées du programme de réformes de structures - anticapitalistes précisions-nous - adopté par le congrès extraordinaire de la FGTB en 1956. C'est à ce moment que le gouvernement Eyskens dépose à la Chambre, le 4 novembre, son projet de « Loi Unique » qui porte gravement atteinte au statut des agents des services publics.

Le 9 novembre, à Liège, se tient un congrès de l'Action commune (PSB et FGTB) présidé par André Renard. La mobilisation des travailleurs s'annonce : les régionales wallonnes de la FGTB décident d'une journée d'action le 14 décembre.

### Une autre bataille

Les Jeunes Gardes Socialistes - dont j'étais membre - sont à cette époque l'organisation officielle des jeunes du PSB et ils

ont un nombre appréciable d'affiliés. Depuis le début de l'année '60, ils font un effort considérable de sensibilisation du parti aux problèmes militaires. Le programme d'action des JGS est avant tout marqué par la solidarité avec la montée révolutionnaire dans les pays coloniaux, qui vient de culminer avec la victoire de la révolution cubaine, et par l'antimilitarisme. Les slogans « Quittons l'OTAN » et « Plus d'armée en Belgique » retentissent dans les cortèges du Premier mai et ont un certain écho parmi les travailleurs.

Un congrès du PSB, prévu pour les 17 et 18 décembre, doit préciser la position du parti à ce sujet. La fédération régionale liégeoise du parti - la plus nombreuse - prépare ce débat avec soin. Les militants JGS de Liège, et spécialement Claude Thiry et moi-même, obtiennent dès septembre que, face aux rapporteurs du texte du bureau du parti, ils puissent présenter un contre-rapport devant les assemblées. La radio nous interviewe et un débat démocratique s'amorce.

Le samedi 10 décembre, après bien des réunions locales, l'assemblée régionale du parti repousse par 70% voix le rapport soutenu par les députés Georges Dejardin et Jean-Joseph Merlot et adopte le point de vue des JGS, qui crient victoire. Une semaine plus tard cependant, au congrès national, 24% seulement des mandats soutiendront la position des jeunes.

### **La JGS, La Gauche et la grève**

Les JGS n'avaient donc pas été aussi attentifs que les autres militants ouvriers à la menace que représentait la loi unique. Bien sûr, ils vont très vite changer leur fusil d'épaule - un «fusil brisé » (symbole de la lutte antimilitariste des JGS, NDLR), cela va de soi - et s'investir dans la préparation de la riposte ouvrière.

L'isolement des mineurs borains et l'échec de la grève presque insurrectionnelle du Borinage en février '59 avaient laissé dans la classe ouvrière wallonne un sentiment de gêne, de culpabilité même. «On n'a pas mené bataille alors mais on se lancera dans l'action dès que l'occasion se présentera » était une opinion répandue.

Le mercredi 14 décembre, la place Saint-Lambert est envahie par plus de 50.000 manifestants partis en cortèges des grandes usines, surtout métallurgiques et sidérurgiques de la banlieue liégeoise. André Renard leur tient un discours ferme. Mais cet «avertissement » spectaculaire ne permettra pas à celui-ci, le surlendemain, d'obtenir la majorité au comité national élargi de la FGTB en faveur d'un plan d'action étalé sur les premiers jours de janvier.

Cependant, le 20 décembre, commence la grève des agents communaux de la CGSP et des cheminots. Les enseignants suivent le lendemain. Le 20 décembre aussi, aux ACEC à Charleroi et à Cockerill à Ougrée et Seraing, les ouvriers débraient sans attendre de mot d'ordre syndical. Notre camarade sidérurgiste Edmond Guidé - militant de l'organisation trotskyste clandestine puisque nous étions toujours «entristes» au PSB - et quelques autres travailleurs très actifs déclenchent la grève dans la sidérurgie liégeoise. André Renard, qui ne veut pas être débordé par sa base, fera comparaître Guidé au début de 1961 devant une commission de discipline syndicale.

Le mouvement se généralise en Wallonie. Fin décembre, meetings et manifestations vont se succéder et La Gauche connaîtra des tirages énormes et des ventes spectaculaires. Pendant la dernière semaine de 1960 cependant, je ne participe pas personnellement à ces activités : le Vie Congrès mondial de la IVe Internationale s'est ouvert près de Dortmund en Allemagne et je suis l'un des délégués de la section belge à y participer. Nous sommes même chargés de présider la séance inaugurale en hommage à la prestigieuse grève générale en cours.

Rentré à Liège le 31 décembre, je replonge dans l'action et nous nous retrouvons chaque jour pour vendre La Gauche, soutenir des manifestations, agir au sein du PSB pour que la grève soit victorieuse.

### **Début du mois de janvier**

Il y a des matinées très froides où nous avons les mains congelées en distribuant des tracts JGS ou en vendant La Gauche. Je me souviens que notre camarade Arlette Dupont, qui fut ensuite enseignante à l'Insas à Bruxelles, dut un matin se réfugier dans un café pour éviter d'avoir des gelures au doigts.

Les matinées des 5 et 6 janvier, nous étions quelques enseignants à faire le piquet devant le lycée communal de Waha à Liège. Détail amusant : un père - un commerçant - veut à tout prix que sa fille puisse entrer et nous injurie. Des policiers de Liège surviennent mais, loin de le soutenir, l'invitent fermement à «ne pas troubler l'ordre public » !

Le grand meeting de Renard, place Saint-Paul, le vendredi 6 janvier, se prolonge par la manifestation devant la Gare des Guillemins où travaillent de rares «jaunes». Les vitres de la Gare en feront les frais mais la gendarmerie tire et deux ouvriers sont tués ce jour-là. Une troisième victime tombera à Chênée deux jours plus tard.

C'est au meeting de Chênée aussi qu'André Renard répondra à notre proposition écrite en gros titre dans La Gauche datée du 7 janvier : «Marche sur Bruxelles !» comme en 1950. Renard repousse cet objectif - qui aurait pu cependant effrayer assez le gouvernement pour le faire reculer - et il menace par contre le patronat de «l'abandon de l'outil », c'est-à-dire de laisser s'éteindre les hauts-fourneaux. Menace sans suite et dont les effets auraient d'ailleurs pénalisé tout autant les travailleurs...

Le lundi 9 janvier, la gendarmerie parvient à disperser certains piquets de grève. Au lycée Waha plusieurs de mes camarades du piquet sont embarqués par les gendarmes et passeront 24 heures à la caserne de Vottem. D'autres arrestations ont lieu en divers endroits. Par exemple notre

camarade Mathé Lambert passera une semaine en prison à Bruxelles.

## **Le PSB au gouvernement**

La grève s'achève - «ni victoire ni défaite » diront les syndicalistes - par l'adoption de la loi unique et par la tenue d'élections le 26 mars. Au congrès régional de Liège du PSB le 20 avril, Jean-Joseph Merlot emporte la majorité et, face à une salle houleuse, fait accepter une participation de son parti à un gouvernement PSB-PSC dont Spaak sera l'un des deux leaders.

Ce soir-là, nous constatons que notre tendance de gauche est redevenue une minorité sur la défensive. Et le congrès national du PSB, en adoptant l'entrée dans un gouvernement qui présentera bientôt une loi anti-grève, préparera en fait celui de décembre 1964 dit « des incompatibilités » qui exclura toute l'aile gauche du parti socialiste.

«La grève du siècle » marquera toute une génération ouvrière en Wallonie mais n'aura pas débouché, comme nous l'espérons, sur une situation pré-révolutionnaire. Dès le 22 décembre 1960 cependant, une esquisse de double-pouvoir existait à Liège où des laisser-passer étaient octroyés parcimonieusement à des automobilistes par la FGTB. Le journal « La Wallonie », dirigé par André Renard, publiait à ce même moment une affiche adressée aux soldats : «Soldats, ne soyez pas des traîtres à votre classe. Souvenez-vous que les grévistes sont vos parents, vos frères, vos amis. Fraternelisez avec eux ! ».

La grève belge de 60-61 aura tout de même été une lutte exemplaire de la spontanéité des travailleurs mais sans une direction révolutionnaire mûrie en leur sein, ceux-ci ne pouvaient remporter la victoire.

**Georges Dobbeleer,**  
**membre de la section belge de la IVe Internationale depuis 1954, il a notamment longtemps exercé plusieurs**  
**responsabilités syndicales au sein de la CGSP-Enseignement, La Gauche janvier 2001**

---

## Chronologie de la Grève du Siècle

**14 décembre** : Immense manifestation des travailleurs liégeois, Place Saint Lambert, pour protester contre la « loi unique » et réclamer des réformes de structure

**16 décembre** : Le Comité national élargi de la FGTB rejette à une faible majorité une proposition d'André Renard d'organiser au 1er janvier 1961 une grève générale de 24H. Il y substitue simplement l'idée d'une « journée nationale d'action ». Cette décision déçoit profondément les travailleurs.

**20 décembre** : Les « communaux » entrent en grève, avec grand succès, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Aux ACEC de Charleroi, aux Tôleries d'Espérance-Longdoz et à l'Acierie d'Ougrée se produisent des débrayages spontanés de solidarité qui s'étendent rapidement.

**21 décembre** : Les grèves des « communaux » s'étendent tandis que la grève se généralise dans la métallurgie liégeoise et parmi les dockers d'Anvers. Le secteur cheminot de la CGSP proclame la grève générale.

**22 décembre** : Les régionales FGTB de Liège et du Borinage proclament la grève générale interprofessionnelle pour le lendemain. La CGSP nationale proclame la grève générale pour le lendemain.

**23 décembre** : La grève est générale à Liège, dans le Borinage, dans le Centre, dans le Pays Noir et elle se généralise dans le Tournaisis et le Brabant wallon. Les régionales FGTB de Wallonie constituent un comité de coordination.

**24-25 décembre** : La « trêve de Noël » n'entame en rien la combativité des travailleurs. Le journal « La Wallonie » est saisi pour avoir publié un appel aux soldats pour qu'ils fraternisent avec les grévistes.

**26 décembre** : Les journaux « Le Peuple » et la « Volksgazet » sont à leur tour saisis. Des parachutistes sont rappelés, occupent les gares et surveillent les lignes de chemins de fer. De nombreux grévistes sont arrêtés.

**27 décembre** : La grève est maintenant générale dans toute la Wallonie. Une manifestation de 10.000 personnes parcourt les rues de la capitale. Manifestation survoltée de 25.000 travailleurs à La Louvière. Grande manifestation à Gand suivie de violents incidents.

**29 décembre** : La grève continue de s'étendre en Flandre, notamment à Bruges, à Alost et à Renaix.

**30 décembre** : La grève atteint son extension la plus large. Formidable manifestation de 45.000 grévistes à Charleroi. Violents incidents à Verviers et à Bruxelles où un manifestant est tué au cours de la bataille de rues entre gendarmes et manifestants.

**30 décembre – 1er janvier** : Le nouveau « long week-end » n'entame toujours pas la combativité des travailleurs. Le gouvernement accentue la répression et les provocations. De nombreux grévistes sont arrêtés.

**3 janvier** : La journée de « deuil » proclamée par le comité de coordination des régionales wallonnes FGTB est partout marquée par de puissantes manifestations.

**6 janvier** : Formidable manifestation à Liège de 45.000 grévistes. Après la fin du meeting, de violents incidents éclatent qui tournent aux combats de rues et à l'émeute (Gare des Guillemins), pendant plus de 6 heures. Deux manifestants grièvement blessés par les gendarmes succomberont des suites de leurs blessures.

**7-8 janvier** : Troisième week-end de grève. La grève commence à se résorber dans certains centres flamands.

### La fin de la grève :

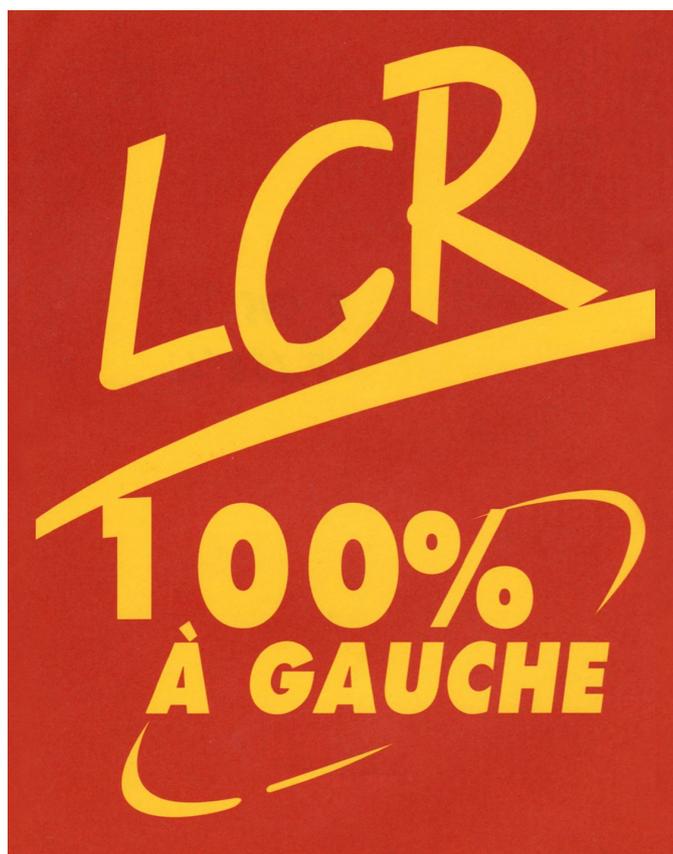
La Quatrième semaine de grève fut marquée par la volonté farouche des travailleurs wallon de « tenir » dans la grève d'usure que leur imposa le gouvernement et le grand capital. Cependant, les secteurs les plus faibles commencèrent petit à petit à fléchir. En Flandre et à Bruxelles, la grève se résorba lentement, non sans qu'une dernière et violente poussée de fièvre ne se produise à Hoboken et dans le bassin du Rupel. Le 13 janvier, la Chambre adopte la « loi unique ». Le 15 janvier, la plupart des secteurs reprennent le travail, sauf la métallurgie liégeoise et hennuyère, Gazelco et quelques autres corporations qui resteront en grève jusqu'au 21 janvier.

Très souvent les travailleurs rentrent la tête haute et le moral excellent, souvent en cortège et en chantant « l'Internationale ». Partout ils défendent avec acharnement les camarades sanctionnés. Commentaire d'un bourgeois du Pays Noir : « Rentrés, ils sont encore pire qu'en grève » ...

## Qui sommes nous ?

La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) est la section belge de la IVe Internationale. Nous luttons pour une alternative socialiste au système capitaliste car nous pensons que les injustices, les inégalités sociales et les oppressions sont profondément enracinées dans les structures de ce système productiviste, barbare et inhumain. Réformer ce qui est fondamentalement irréformable n'apporte aucune solution, la révolution reste donc une idée actuelle. Nous voulons un monde où la satisfaction démocratiquement déterminée des besoins sociaux humains et le respect prudent des équilibres écologiques remplacent la soif du profit et les lois du marché capitaliste. Nous sommes actifs au quotidien pour soutenir et impulser les résistances sociales, à partir desquels il faut créer une nouvelle force politique anticapitaliste au service de ces luttes. Renforcer la LCR, c'est renforcer ce combat.

**[www.lcr-lagauche.org](http://www.lcr-lagauche.org)**



## Lisez *La Gauche* ! Abonnez-vous !

-----  
**Talon à remplir et à renvoyer à la LCR, 20 rue Plantin 1070 Bxl, [info@lcr-lagauche.be](mailto:info@lcr-lagauche.be)**

Nom : .....

n° & rue: .....

Code postal: .....Commune: .....

Tél: ..... E-mail: .....

### **Je veux...**

- un abonnement d'un an à La Gauche, je verse 8 euros sur le compte FLL001-0728451-57 mention 'Abonnement La Gauche'.
- devenir membre de la LCR.
- devenir membre de soutien de la LCR.
- plus d'infos sur la LCR